

Fragen Mistoqsijiet Questions Kysymykset Въпроси. Vragen Zagadnienia



N°5

Graphic design: Davide Leone

Magazine du Parti de la Gauche Européenne

EuropeanLEFT



Magazine du Parti de la Gauche Européenne

Directeur

Paolo Ferrero

Comité éditorial

Walter Baier

Luis Fazenda

Pierre Laurent

Jean-Pierre Michiels

Anna Mikkola

Margarita Mileva

Natasa Theodorakopoulou

Rédacteur en chef

Giorgio Riolo

Bureau de rédaction

Daniele Brunetto

Directeur responsable

Romina Velchi Pellecchia

Conception de la couverture

Davide Leoni

Conception et mise en page

Elena Coperchini

Cher lecteur, Chere lectrice,

Ce que vous lisez est le cinquième numéro de *Quistioni*, le magazine trimestriel en trois langues du Parti de la Gauche Européenne. Notre objectif est de créer un espace public de discussion et de débat entre ceux et celles qui veulent construire l'alternative à ce monde néolibéral. Pour cette raison, il comprendra des contributions des partis membres du PGE, des intellectuels et des mouvements.

Le magazine s'intitule *Quistioni* (en référence à la manière dont Antonio Gramsci indiquait les sujets, les problèmes), car dans chaque numéro monographique du magazine, nous voulons aborder un problème et contribuer, de cette manière, à la construction d'un projet commun d'alternative au niveau européen.

Nous sommes très intéressés par votre avis, vos retours et suggestions. Vous pouvez nous écrire à magazinepge@libero.it.

Paolo Ferrero

Contacts



magazinepge@libero.it



www.europeanleftmagazine.eu

Index

Éditoriaux

Walter Baier - Pas des elections de second ordre	5
Paolo Ferrero - Les temps changent	8
Groupes Thématiques	
Sur la paix et la sécurité - La paix est notre victoire!	11
Coût de la vie, logement, éducation, protection sociale, santé, économie des soins et services publics - <i>La vie avant les profits</i>	15
Crises climatiques et sociales, économie et écologie, transformation industrielle et transition énergétique - <i>Changer le système, pas le climat</i>	22
Économie mondiale, décolonisation, transformation globale. Une Europe agissant pour la transformation de l'ordre du monde - <i>Pour répondre aux urgences communes de l'humanité</i> : une Europe qui agit pour un autre ordre du monde de peuples souverains et associés	29
Politiques Féministes - Un Agenda Féministe pour une Europe Féministe	33
Droits des travailleurs - Des emplois dignes dans une économie forte et verte	40
Lutte contre l'extrême droite - Socialisme ou barbarie (fascisme)!	42
Culture - Culture pour tous, tout de suite!	44
Jeunes - Le Réseau Jeunes du Pge présente quelques propositions en vue des prochaines élections européennes de 2024	47
Interventions	
Frédéric Boccara - <i>Un triple défi social, écologique et démocratique pour l'Europe</i>	49

Cornelia Hildebradt - Les nouvelles lignes de conflit et leur perception sur la base des						
données de l'Eurobaromètre 97-99	53					
Roland Kulke - La "Freedom Fest 2023", qui a une durée de quatre jours, est consacrée aux technologies numériques dans l'État indien du Kerala, gouverné par les communistes	60					
Tom Unterrainer - Les guerres et les menaces de guerre couvent tout autour de nous	64					

Pas des élections de second ordre

Walter Baier

Les élections au Parlement européen se déroulent à un moment où les conditions sociales se détériorent pour de nombreuses personnes. Près de la moitié des Européens déclarent dans des enquêtes qu'ils ont des difficultés à joindre les deux bouts avec leur argent.

90 % d'entre eux craignent la pauvreté et la marginalisation sociale. Cette situation a également des implications politiques. La peur de l'avenir alimente la croissance de la droite néo-fasciste, qui frappe à la porte du pouvoir presque partout quand elle n'est pas déjà au pouvoir.

La lutte contre la droite radicale, contre l'antisémitisme, le racisme et la misogynie, pour l'humanisme et la solidarité internationale est et reste une obligation morale et culturelle. Les faux-fuyants et les compromis politiques ne peuvent avoir lieu.

Mais vaincre l'extrême droite exige plus que ce que l'antifascisme libéral est prêt à donner, à savoir l'élimination des inégalités sociales et des conditions de vie précaires, c'est-à-dire : des salaires décents, la protection de l'État-providence, l'égalité des droits pour les femmes, des logements abordables et décents et des services publics efficaces et accessibles, de la santé à l'éducation en passant par les transports publics.

Le droit de vivre dans un environnement sain pour les générations actuelles et futures est également un droit fondamental. Les conséquences de la crise écologique causée par le système de production capitaliste axé sur le profit et l'accumulation ont désormais atteint les sociétés privilégiées du Nord. Hormis les négationnistes du changement climatique de la droite radicale, il existe un consensus sur l'arrêt progressif de l'utilisation des combustibles fossiles et sur la

transition vers une économie écologique et respectueuse de la nature.

L'écologisation et la numérisation exigent un changement radical qui ne peut être imposé par des minorités avant-gardistes, mais qui doit être accepté par la majorité des populations comme étant leurs préoccupations. Pour ce faire, ils doivent être équitables, socialement sécurisés et démocratiquement façonnés. En fin de compte, il s'agit de savoir quels intérêts sont prioritaires dans cette restructuration : ceux liés aux propriétaires de grandes fortunes ou ceux de la majorité des populations dépendantes des salaires. La classe dominante est bien connectée au niveau européen. Elle peut utiliser les traités européens, la Banque centrale européenne, le Pacte de stabilité et de croissance - temporairement suspendu mais prêt à être réactivé.

C'est pourquoi les salariés et les mouvements sociaux doivent aussi s'organiser au niveau européen afin de lutter pour des positions de contre-pouvoir.

Les Européens ne se soumettent pas sans résistance à la détérioration de leur situation. C'est ce qu'ont montré les grandes mobilisations en France contre la réforme des retraites de Macron, les grèves et les manifestations au Royaume-Uni, au Portugal, en Espagne, en Belgique, en République tchèque, en Roumanie et dans d'autres pays.

Les partis de gauche et le Parti de la gauche européenne ont soutenu ces mobilisations. Ils soutiennent également la campagne de la Confédération européenne des syndicats pour mettre fin aux politiques d'austérité une fois pour toutes et ont participé activement à la journée d'action syndicale européenne du 13 octobre.

Le Parti de la gauche européenne et les euro-

Éditoriaux

députés de la gauche soutiennent toutes les réformes qui peuvent faciliter la vie des citoyens : la demande d'un protocole de progrès social qui donne la priorité aux droits du travail et aux droits sociaux sur les libertés du marché intérieur. De même, la proposition de Yolanda Díaz de mesurer les indicateurs sociaux au même niveau que les déséquilibres macroéconomiques dans le cadre du Semestre européen.

Nous ne sous-estimons pas les avancées obtenues par les députés de gauche au Parlement européen, telles que la directive sur le salaire minimum et la directive sur la transparence salariale entre les hommes et les femmes. La suspension du Pacte de stabilité et de croissance par la Commission européenne et la mise à disposition de fonds pour la reconstruction après la pandémie et pour l'écologisation et la numérisation par l'UE étaient également raisonnables. Il ne faut pas revenir en arrière.

Mais nous ne nous faisons pas d'illusions. Pour une Europe sociale, écologique et féministe, nous avons besoin de nouveaux traités européens, d'une construction différente de l'Union qui prenne l'emploi, la durabilité écologique, la sécurité sociale et les droits des femmes comme critères au lieu de la liberté des marchés. Il s'agira d'un combat de longue haleine.

La question de "plus" ou "moins" d'Europe est erronée. La bonne question est : quel type d'Europe voulons-nous? Malgré l'élargissement du pouvoir du Parlement européen, l'UE est toujours dirigée par un système non transparent de bureaucratie et de technocratie, au sommet duquel les chefs d'État et de gouvernement se réunissent pour négocier de faibles compromis entre les égoïsmes nationaux. Mais cela ne suffit pas à résoudre les grands problèmes de l'Europe. Les nombreuses victimes évitables de la pandémie et l'incapacité de l'UE à élaborer une politique d'asile et d'immigration respectueuse des droits de l'homme et solidaire en sont la preuve. N'oubliez pas : l'UE sera démocratique ou ne sera pas!

Toute la politique européenne est aujourd'hui éclipsée par la guerre en Ukraine et son éven-

tuelle extension. La tragédie déclenchée par l'attaque russe ne doit pas nous faire oublier les guerres menées simultanément en Palestine, au Kurdistan, en Arménie, en Syrie, au Yémen et dans bien d'autres endroits. Le pape a eu raison de qualifier cet état de fait de "guerre mondiale par tranches".

Ce sont toujours les peuples, la classe ouvrière, les femmes et les hommes ceux qui paient les guerres et les programmes d'armement des dirigeants.

Un an de guerre en Ukraine. Malgré des centaines de milliers de victimes, des millions de réfugiés et des centaines de villes et villages détruits, aucune décision n'est en vue sur le champ de bataille. Sans se laisser impressionner, Ursula von der Leyen a annoncé dans son discours sur l'état de l'Union qu'elle soutiendrait la poursuite de la guerre "aussi longtemps que nécessaire". Des livraisons d'armes au lieu d'initiatives de paix, voilà à quoi s'est résumé son discours.

Le monde est devenu une poudrière nucléaire. L'Europe et ses voisins sont sur le point de fournir la mèche pour l'explosion.

Joschka Fischer, ancien ministre allemand des affaires étrangères et éminent politicien vert, a récemment écrit dans un journal autrichien : "C'est maintenant la guerre. L'armement de l'Europe est la priorité absolue, tout le reste doit attendre : la réhabilitation des budgets publics ou de nouveaux programmes sociaux" (Joschka Fischer, *Der machtpolitische Nachzügler Europa*, « Der Standard », 6 septembre 2023).

A sa manière, il a raison. Du pain ou des armes, tel est le choix à faire !

La gauche doit affirmer clairement son choix. Elle exige des gouvernements et de l'UE, qui sont parmi les principaux soutiens à l'Ukraine, des initiatives politiques pour mettre fin à la guerre, pour un cessez-le-feu, pour des négociations et pour le retrait des troupes russes.

La guerre nous a placés devant un choix clair. Nous pouvons laisser l'Europe se transformer en un continent rigidement armé, où des armées hostiles se font face, prêtes à s'anéantir à tout

Éditoriaux

moment. Aucun des objectifs ambitieux d'une transformation sociale et écologique ne sera atteint dans ces conditions. Cependant, l'Europe peut aussi emprunter la voie difficile d'un assouplissement de la confrontation militaire dans un système de sécurité européenne commune où la sécurité de chacun est garantie par la sécurité de tous. C'est la voie que propose la Gauche européenne.

La politique sociale, la politique de paix, la politique européenne doivent être remises entre les mains de ceux qui en auront à supporter les conséquences, les hommes et les femmes qui dépendent de salaires et les jeunes qui craignent pour leur avenir face à la crise environnementale. La croissance des partis néo-fascistes dans toutes les parties de l'Europe sont des signaux d'alarme pour l'ensemble de la gauche européenne. C'est maintenant, et pas plus tard, que nous devons prendre conscience de notre responsabilité d'opposer à la droite néofasciste une gauche forte, fondée sur la solidarité et sur la communauté.

Walter Baier a été président national du Parti Communiste Autrichien (Kpö) de 1994 à 2006. Actuellement est président du Parti de la Gauche Européenne.

Les temps changent

Paolo Ferrero

Ce numéro spécial de *Quistioni* est consacré aux débats du Parti de la Gauche Européenne en vue des élections européennes. La partie principale est constituée de 9 documents préparés par des groupes de travail que nous appelons «groupes thématiques», qui forment la base de la rédaction d'un manifeste électoral du Parti de la Gauche Européenne.

Ce manifeste sera présenté au public en février 2024.

Les documents de travail, résultat d'un travail collectif, sont complétés par un article de Cornelia Hildebrandt, co-présidente du réseau transform ! europe, le groupe de réflexion associé au Parti de la Gauche Européenne (GE). Dans cet article, Hildebrandt esquisse les lignes de conflit politique à l'approche des élections européennes, en se basant sur les données de l'Eurobaromètre. Le président de l'EL, Walter Baier, résume les conditions politiques dans lesquelles le Parti de la Gauche Européenne prépare sa campagne électorale.

En plus de l'article du groupe thématique avec le titre *Changer le système, pas le climat*, Fréderic Boccara, économiste français et membre du conseil exécutif de la GE, traite dans un article de l'économie politique de la transformation écologique et sociale.

Tom Unterrainer, président de la Campagne pour le désarmement nucléaire au Royaume-Uni, contribue à un article sur la politique de sécurité européenne.

Roland Kulke, représentant de transform! Europe à Bruxelles et animateur du groupe de travail «Transformation productive», rend compte d'un forum sur les technologies numériques organisé dans l'État indien du Kerala, gouverné par les communistes, afin de donner une impul-

sion au débat au sein de l'EL.

Comme on peut le constater, ce numéro paraît à un moment très critique, où il devient de plus en plus évident que nous vivons les premiers feux d'une éventuelle troisième guerre mondiale. Cette tendance sous-jacente à la guerre, dont l'Otan est le principal moteur, est étroitement liée à la crise des équilibres mondiaux et à la tentative occidentale de la contrer.

En effet, au cours des dernières décennies, la mondialisation néolibérale a étendu les relations sociales capitalistes à l'échelle mondiale et - dialectiquement – a posé les conditions d'un plus grand équilibre économique entre les différentes zones du monde, remettant en cause la position privilégiée des pays occidentaux et des États-Unis en particulier.

Face à ce risque, l'administration Trump a initié une démondialisation visant à rétablir les rapports de force préexistants. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'administration Biden a fortement élargi le système de sanctions et la Russie - cible des sanctions - a commencé à expérimenter des formes de commerce international alternatives à celles gérées par le circuit du dollar.

De même, le phénomène des Brics, qui regroupe les principales puissances économiques non occidentales et les plus grands pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, entraîne une modification des équilibres et des lignes de fracture dans le monde. Dans les pays Brics, on observe une tendance significative à l'utilisation de monnaies alternatives au dollar, ce qui augmente la probabilité que ce dernier perde sa position très avantageuse de monnaie de réserve et d'échange au niveau mondial.

Dans ce contexte, les sanctions économiques et

Éditoriaux

la rupture de toutes les relations économiques entre l'Europe et la Russie ont lourdement pénalisé l'économie européenne et en particulier l'économie allemande, qui avait bâti l'un des éléments de sa compétitivité économique sur la fourniture de matières premières bon marché. L'Europe se trouve ainsi affaiblie, privée d'un centre de gouvernement fort, plus divisée que par le passé et plus soumise à la volonté des Etats-Unis.

Notre réflexion s'articule donc autour d'un point central : comment œuvrer à la construction d'une autre Europe, facteur de justice et de paix en son sein et dans un monde que nous

voulons multipolaire ? C'est ce que nous abordons dans ce numéro de la revue et nous y reviendrons dans les prochains numéros.

Paolo Ferrero est directeur de Quistioni, a été vice-président du Parti de la Guache Européenne. Il a été secrétaire national du Partito della Rifondazione Comunista, Italie, et ministre des affaires sociales dans le deuxième gouvernement Prodi.

GROUPES THÉMATIQUES

La paix est notre victoire!

Groupe Thématique : Sur la paix et la sécurité

Une guerre majeure fait rage sur le continent européen – l'invasion russe de l'Ukraine a déjà causé la mort de milliers de personnes, blessé beaucoup d'autres et déplacé des millions de personnes, principalement des femmes et des enfants. Les infrastructures vitales ont été détruites, les terres contaminées et l'avenir de la population compromis. Les prix de l'énergie et de la nourriture ont grimpé en flèche à l'échelle internationale en raison de la guerre. Ceux qui ont été le plus durement touchés sont les pauvres et ceux qui vivent et travaillent dans des conditions précaires. Le risque d'extension de la guerre est considérable – que ce soit sur le terrain dans les pays voisins ou par l'utilisation d'armes nucléaires, qui causeraient centaines de milliers de morts et auraient un impact sur la vie de chacun d'entre nous.

Cette terrible guerre est une tragédie qui doit être rapidement menée à son terme. Nous condamnons sans réserve l'agression de la Fédération de Russie et nous reconnaissons que chaque jour où cette guerre se poursuit, de nouveaux civils innocents mourront. Nous exigeons un cessez-le-feu – la fin des tueries – maintenant. Les troupes russes doivent se retirer et il doit y avoir des négociations pour ramener la paix en Ukraine. Une partie de l'instauration de la paix en Ukraine doit consister à reconnaître que les structures européennes existantes n'ont pas réussi à empêcher cette guerre de se produire et ne parviennent actuellement pas à l'arrêter. La guerre en Ukraine a créé une situation nouvelle et particulièrement dangereuse, pas seulement en termes de combat. Elle a également modifié l'équilibre politique en

Europe et accélère sa militarisation, ce qui aura un impact profondément négatif sur nos sociétés. L'extrême droite se nourrit du nationalisme, généré par les bellicistes de tous bords, et glorifie le militarisme, exploite la crise des réfugiés, ainsi que le racisme et la xénophobie. Ce n'est pas l'avenir que nous voulons pour notre continent.

Nous ne voulons pas d'une Europe de plus en plus militarisée et violente. Sur les cendres de cette guerre, nous devons voir une nouvelle approche de la sécurité en Europe. Celle est fondée sur le dialogue et l'accord politique, et sur la reconnaissance du fait qu'aucun État ou communauté ne peut être en sécurité sans que d'autres ne connaissent le même niveau de sécurité. C'est un concept dont le temps est venu. Nous pouvons construire une Europe de la paix, de la coopération entre les peuples, de la démocratie et du progrès, mais cela signifie un changement d'approche de la part de l'Union Européenne et de chaque gouvernement. Nous les voyons investir davantage dans les dépenses militaires et moins dans les dépenses sociales. Cela augmentera le danger de guerre pour nous tous, et diminuera nos salaires et notre niveau de vie à une époque de grandes difficultés. Nous ne voulons pas plus de missiles et de chars, de fusils et de mines, nous voulons de meilleures écoles, hôpitaux, maisons et emplois. Changer la destination de notre argent fait partie de la construction d'une Europe en paix – et pour la paix.

Dépenses militaires et charge militaire, par région 2011 – 2020 en USD aux prix et taux de change constants (2019) (1)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Europe	325	328	323	327	336	348	339	346	336	378
Europe Centrale	19,0	18,7	18,5	19,7	22,3	22,6	24,4	27,5	31,1	33,6
Europe Orientale	58,6	67,5	70,6	76,2	82,4	87,0	71,9	70,5	74,3	76,8
Europe	247	242	234	231	239	243	248	258	268	273

1. La paix en Europe

Nous avons raté une grande occasion de stabiliser la paix en Europe à la fin de la guerre froide. Lorsque le Pacte de Varsovie a été dissous en 1991, on espérait que l'Otan serait également dissoute et que les relations internationales seraient fondées sur une nouvelle base, mettant en vigueur les principes de la Charte des Nations Unies. Après des décennies de tension, il y avait un grand espoir pour un monde plus juste et pacifique, construit sur un accord politique, et non sur des alliances militaires. On espérait également qu'il y aurait des dividendes de la paix, avec d'énormes sommes allant des dépenses militaires aux dépenses sociales.

Ceci ne s'est pas produit. Au lieu de cela, les États-Unis ont conçu une nouvelle stratégie - la Doctrine Wolfowitz de 1992. Cela indiquait que les États-Unis étaient la seule superpuissance restante au monde et proclamait que leur objectif principal était de conserver ce statut. Cette approche a déterminé les actions américaines depuis lors - et l'Otan, qui était maintenant redondante en termes de son énoncé de mission initial en tant qu'alliance de la guerre froide, a été réaffectée pour soutenir les États-Unis dans cet objectif, élargissant son mandat et son territoire. L'Europe a été prise dans ce processus depuis. Mais cet objectif américain ignore comment le monde a changé : que nous vivons maintenant dans un monde multipolaire, et essayer de le forcer à rester unipolaire ne fera que conduire à plus de guerres. Nous ne devrions plus être l'allié des États-Unis dans cet objectif – rester ainsi fait de l'Europe un champ de bataille probable.

La guerre en Ukraine le montre très clairement : il y a un risque croissant de guerre nucléaire en Europe. Les peuples d'Europe craignaient une guerre nucléaire entre les États-Unis et ce qui était alors l'Union soviétique, dans les années 1980. Il y a eu une protestation populaire massive et la plupart des armes nucléaires ont été retirées d'Europe. Maintenant, ils reviennent. Les États-

Unis apportent de nouvelles armes nucléaires améliorées à un certain nombre de pays d'Europe, et la Russie les amène en Biélorussie, affirmant que si c'est Ok pour les États-Unis de le faire, alors c'est Ok pour la Russie. Ces armes nous mettent tous en première ligne et nous devons nous en débarrasser une fois de plus. Il en va de même pour les troupes étrangères présentes en Europe - plus de 63 000 soldats américains sont stationnés ici, dont plus de la moitié en Allemagne, depuis de nombreuses décennies.

2. L'Europe comme force de paix dans le monde

L'Europe doit tracer sa propre voie dans le monde, déterminer ses propres relations, fondées sur la paix, le respect entre les nations et le respect des droits de l'homme. Nous avons besoin d'une autonomie stratégique par rapport aux États-Unis, d'être un continent indépendant ; non pas pour être encore plus militarisés, mais pour jouer un rôle constructif au niveau mondial afin de faire face et de résoudre des problèmes cruciaux, tels que l'urgence climatique, les pandémies, la rareté des ressources, les mouvements de population. Collectivement, l'humanité est confrontée à des menaces existentielles et nous devons nous comprendre comme faisant partie d'une communauté mondiale pour y faire face.

Les armes nucléaires constituent l'une de ces menaces et l'Europe a la possibilité de contribuer à l'éradication des armes nucléaires et du risque qu'elles représentent, à savoir l'anéantissement total. Le traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires (Tpnw) est entré en vigueur en 2021, à l'initiative des pays du Sud, afin de proscrire les armes nucléaires. De nombreux pays soutiennent ce traité, mais la plupart des pays européens ne le font pas, malgré les risques qu'ils présentent. Il est temps que l'UE et tous les pays d'Europe s'opposent à ces armes et garantissent la dénucléarisation de notre continent en éliminant les armes

nucléaires et en adhérant à la Tpnw. Il n'est pas acceptable que neuf États dotés d'armes nucléaires — dont deux en Europe - aient la capacité de nous détruire tous. Toutes les armes nucléaires doivent être éradiquées et les ressources libérées doivent être déployées pour améliorer la vie de tous.

Depuis la fin de la guerre froide, les arsenaux nucléaires n'ont cessé de diminuer dans le monde, mais la situation a changé et, depuis 2022, ils augmentent. Les traités de maîtrise des armements ont été abandonnés et le risque d'une activité nucléaire débridée se profile à l'horizon. L'Otan, en tant qu'alliance militaire dotée de l'arme nucléaire et dotée d'une politique de première utilisation, doit changer de cap et ses membres européens doivent exercer des pressions à cette fin. À l'heure actuelle, l'Otan est une grande partie du problème nucléaire, pas une partie de la solution.

L'adhésion à l'Otan lie les États européens à l'ordre du jour des États-Unis, ce qui entraîne actuellement l'Europe dans des confrontations qui ne sont pas du choix de son peuple. Alors que les États-Unis et l'Otan se concentrent actuellement principalement sur l'Ukraine, leur orientation à long terme est vers un renforcement militaire dans la région Asie-Pacifique pour empêcher la Chine d'émerger en tant que puissance mondiale, afin de maintenir la domination américaine. L'Otan traitera désormais la Chine comme un « rival systémique à spectre complet, plutôt que comme un acteur purement économique ». Le grand danger est que les politiques de l'Otan n'ont pas seulement acculé la Russie au pied du mur par leur expansionnisme militaire, mais qu'elles vont maintenant faire de même avec la Chine. Cette approche n'aidera pas à arrêter une guerre, mais le danger est qu'elle en déclenche une.

L'Europe n'a pas besoin de se faire plus d'ennemis sur le dos d'une relation subordonnée aux États-Unis. L'Europe a besoin de relations pacifiques et solides dans le monde entier, de bonnes relations commerciales, de coopération en matière d'éducation, de sport et de culture, de

soutien même au développement mondial et de mettre fin à son héritage de relations coloniales dans les pays du Sud. L'Europe doit être un bon partenaire pour la paix et la prospérité, pas un continent qui apporte la guerre et la catastrophe aux autres.

3. Sécurité au XXIe siècle – environnement et paix

La guerre est un grand pollueur et la guerre en Ukraine ne fait pas exception – les émissions militaires sont très élevées. Selon les calculs du climatologue néerlandais Lennard de Klerk, la guerre en Ukraine a provoqué 120 millions de tonnes d'émissions de CO2 au cours de la première année, ce qui équivaut aux émissions annuelles d'un pays de la taille de la Belgique (2).

Le programme des Nations unies pour l'environnement a mis en évidence un héritage toxique pour les générations à venir, avec des milliers d'incidents possibles de pollution de l'air, de l'eau et du sol et la dégradation des écosystèmes, y compris les risques pour les pays voisins. En outre, certaines armes utilisées ont des conséquences graves et durables. Les munitions à l'uranium appauvri, fournies par les États-Unis et le Royaume-Uni, sont connues pour provoquer des cancers, des malformations congénitales et d'autres effets durables sur la santé des populations locales. L'impact sur les terres agricoles se répercute sur l'approvisionnement alimentaire bien audelà de la zone de guerre et touche de nombreux peuples.

Mais l'impact des émissions militaires sur l'Europe ne se limite pas aux périodes de guerre – même en temps normal, les forces armées sont parmi les plus grands pollueurs de la planète. Pourtant, ils parviennent à éviter tout examen minutieux. En raison d'une dérogation à l'accord de Paris sur le climat, les gouvernements ne sont pas tenus de fournir des données complètes sur les gaz à effet de serre émis par les forces armées. On estime que

l'ensemble des armées du monde, ainsi que les industries qui fabriquent leurs équipements, sont responsables d'environ 6 % de toutes les émissions mondiales, et l'Europe joue un rôle dans ce domaine : ses secteurs militaires ont une empreinte carbone annuelle équivalente aux émissions d'au moins 14 millions de voitures. L'Otan organise régulièrement des exercices massifs dans toute l'Europe, ce qui contribue à cette empreinte et aux tensions militaires et politiques. Le récent Air Defender 23 est le plus grand exercice de déploiement des forces aériennes de l'histoire de l'Otan. Il a rassemblé 10 000 participants de 25 pays et 250 avions - dont 100 américains - qui ont effectué des opérations d'entraînement dans l'espace aérien européen sous le commandement de l'armée de l'air allemande.

Les émissions de CO2 de cette manœuvre à grande échelle s'élèvent à 220 000 tonnes, ce qui équivaut aux émissions annuelles d'une ville de 30 000 habitants.

À une époque où le monde est confronté à un changement climatique catastrophique, la guerre et les activités militaires non seulement contribuent au problème, mais détournent également les ressources de la résolution du problème. Et ils rendent plus difficile la recherche d'une solution globale lorsque les principaux États qui doivent travailler ensemble pour relever tant de défis sont en situation de conflit.

Maintenant plus que jamais, nous devons

adopter un concept large de sécurité, qui aborde les deux menaces existentielles auxquelles nous sommes confrontés – le changement climatique et la guerre nucléaire. Et nous avons besoin de politiques et d'actions qui réduiront et finiront par éliminer ces menaces. Notre conception de la sécurité est celle d'une véritable sécurité humaine, qui n'est pas faite de tueries et d'une militarisation accrue, ni d'une nouvelle expansion des blocs militaires, mais de droits de l'homme, de respect pour tous, de dignité et de satisfaction des besoins des personnes. Telle est notre vision pour l'Europe – un continent en paix et pour la paix.

Notes

1. Annuaire Sipri 2021, Armements, Désarmement et Sécurité Internationale, p. 251 2. Zdf, Klimaforscher berechnen Emissionen Diese Folgen hat der Krieg (le 7 de juin 2023) https://www.zdf.de/nachrichten/panorama/klima-fussabdruck-ukraine-krieg-russland-100. html

Le Groupe Thématique a été coordonné par Claudia Haydt et Kate Hudson

La vie avant les profits

Groupe Thématique : Coût de la vie, logement, éducation, protection sociale, santé, économie des soins et services publics

L'Europe est un lieu de confrontations considérable entre ceux qui possèdent tout et celles et ceux qui n'ont presque rien. Des conquêtes sociales ont permis aux habitant.es d'accéder à des services indépendamment de leurs ressources. Services publics et protection sociale, sont des salaires différés et socialisés pour la classe des travailleurs et travailleuses. Ce système est attaqué par les réformes libérales capitalistes et il nous faut être lucides : les institutions européennes, avec la complicité active des gouvernements des Etats membres, se sont mis au service de cette dynamique et en ont sanctuarisé la logique dans les traités, textes après textes. Les conditions d'accès pour les populations se détériorent, les coûts d'accès augmentent, ce qui dégrade le niveau de vie des habitant.es. L'Union Européenne ne peut pas, dans ce cadre, répondre aux besoins économiques et sociaux. La concurrence, le libéralisme et l'opposition à l'investissement public restent de mise dans la construction européenne au lieu de mettre l'humain au cœur des politiques publiques.

Pourtant de nouvelles potentialités peuvent s'ouvrir, en s'appuyant sur les mouvements sociaux. En Europe, nous vivons un moment de regain des luttes revendicatives sur les salaires, les retraites, le logement, sur les revendications féministes et écologiques. Les mouvements sociaux, constituent des points d'appui très importants.

1. Protéger, développer, créer des boucliers sociaux contre la crise. La réponse

aux besoins fondamentaux passe par les services publics et la protection sociale

Le coût de la vie en Europe a connu une augmentation constante ces dernières années, rendant difficile l'accès à des biens de consommation courants, des biens manufacturés et des services. L'ensemble des services, de la culture à la santé en passant par la poste, les télécommunications, l'audiovisuel, les services publics locaux ou encore les organismes publics de recherche, sont attaqués de toute part alors qu'ils sont la clé pour construire une société de progrès humain. Alors que l'énergie est un besoin vital, la soumission de sa fourniture aux lois du marché laisse le champ libre à la spéculation. Le transport pour les marchandises et les biens par le fret est central pour la planète. L'accès aux transports terrestres des personnes est plus que jamais un enjeu fondamental : comment tolérer que les grandes capitales européennes ne soient plus connectées entre elles par des lignes ferroviaires directes et que la circulation des citoyens entre Etats membres ait comme moyen privilégié l'avion ? L'accès à une alimentation de qualité à bas coût est devenu un enjeu tant économique qu'écologique et de santé publique, notamment au regard du développement de la pauvreté.

La pauvreté et l'extrême pauvreté sont largement répandues en Europe, et toutes les politiques publiques doivent être mobilisées pour garantir que ces inégalités scandaleuses

soient éliminées.

Ilest impératif que l'UE adopte enfin une stratégie européenne intégrée de lutte contre la pauvreté, qui s'attaque au problème multidimensionnel de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Les services publics doivent permettre de concrétiser l'accès à des droits fondamentaux. Pour l'immense majorité, plus de services publics c'est le seul bouclier social pour faire baisser le coût de la vie. L'inflation, causée par la spéculation capitaliste d'abord et avant tout, et la guerre ensuite, témoigne de la volonté des classes dirigeantes européennes de transférer le coût de la crise sur la population en exerçant une pression à la hausse sur les prix et en maximisant leurs profits tandis que les salaires réels chutent et que les disparités sociales et économiques progressent à un rythme vertigineux.

Droit au logement. Le logement est un problème crucial, avec des prix élevés et une pénurie d'offres. La gentrification, l'investissement spéculatif, la raréfaction d'un foncier abordable, la diminution des financements publics pour le logement social et l'insuffisance des régulations du marché immobilier sont autant de facteurs qui contribuent à la crise du logement. Des millions de logements sont vacants, et des bâtiments vides, sans être réquisitionnés. La crise du logement est une conséquence des politiques néolibérales de l'UE et de ses États membres. Les résultats sont : précarité accrue des conditions de logement, augmentation des expulsions, des saisies et du nombre de sans-abri, et gentrification des quartiers. Cette grave insécurité touche plus de 20% de la population totale en Europe. De plus, le parc immobilier urbain affecte considérablement l'environnement urbain - la régénération et la réduction de la consommation foncière sont une priorité pour la neutralité climatique.

Droit à l'éducation. Les inégalités d'accès et de réussite éducative sont très inquiétantes, avec des écarts importants entre les élèves issus de milieux socio-économiques défavorisés et ceux issus de milieux plus favorisés. L'école publique, attaquée par les politiques libérales, est en voie de dégradation alors que le secteur privé lucratif onéreux, qui bénéficie par ailleurs de manière injustifiables largement de fonds publics, est un marché en plein essor pour les plus aisés. L'éducation doit préparer les citoyen.nes à l'avenir et être exempte de tous préjugés fondés sur l'origine sociale, l'ethnie ou le sexe. Les inégalités d'accès aux technologies de l'information et de la communication, aux ressources pédagogiques et aux espaces d'apprentissage appropriés, mettent en danger la réussite éducative et le bien-être des élèves. L'école doit être publique gratuite, libre de l'influence d'intérêts privés ou religieux. Nous luttons contre la reproduction des stéréotypes de sexe et de genre dans l'éducation. Les universités et les instituts de recherche doivent être libérés des pressions économiques. Nous rejetons le Processus de Bologne, qui promeut la privatisation de l'enseignement supérieur, en imposant des frais de scolarité extrêmement élevés pour les études universitaires, en forçant les étudiant.es à payer des sommes énormes pour le logement ou le matériel nécessaire à leurs études. Nous nous battons pour la possibilité d'échanges internationaux pour les étudiant.es, et la recherche, qui ne doivent pas dépendre de leurs capacités économiques.

Droit à la santé. Les systèmes de santé dont les hôpitaux, subissent dans tous les pays d'Europe les effets délétères des politiques de contraction des dépenses publiques et voient les critères financiers prendre le pas, dans leur gestion, sur la qualité de la prise en charge des patients, épuisant les salarié.es du secteur et engendrant une perte de sens de leurs professions. L'effort mondial pour développer et distribuer des vaccins a également mis en évidence les défis liés à la coopération internationale et à la propriété intellectuelle dans le domaine de la santé. La pandémie a mis en relief les problèmes associés à l'externalisation de notre industrie et à l'absence de contrôle public sur des enjeux stratégiques tels que la recherche et la production de produits pharmaceutiques les fournitures médicales. stratégie source de pénurie. L'oligopole des sociétés pharmaceutiques leur a permis de

tirer des bénéfices énormes de cette pandémie sans qu'elles consentent à accorder un accès universel aux vaccins et médicaments. Le système de recherche biomédicale, pourtant indispensable, est détourné de sa mission de défense de la santé de l'humanité et il est penché uniquement vers la centralité du profit maximum pour l'oligopole pharmaceutique.

La protection sociale est un enjeu majeur en Europe. Une couverture sociale en matière de santé, de retraite et d'assurance chômage réduit de manière significative les taux de pauvreté. L'ensemble des systèmes de protections sociales dont les retraites sont remises en cause par les orientations prises par les états et les orientations de la commission européenne qui impulse une stratégie de privatisation. Nous refusons cette approche qui veut imposer une privatisation notamment par des fonds de pensions.

Les réformes prétendant renforcer « la durabilité financière » des systèmes de protection sociale sont dictée par la recherche de rentabilité capitaliste et remettent en cause les acquis sociaux et les droits des citoyen.nes, au lieu d'organiser un bouclier social.

2. Principes organisationnels des secteurs publics

Les institutions européennes relayées par les gouvernements acquis aux thèses du néolibéralisme ont pesé de tout leur poids pour casser la logique spécifique des services publics et faire prévaloir les intérêts des marchés financiers sur l'intérêt général. Les traités européens ainsi que la législation ou la jurisprudence qu'ils ont engendrées ont servi de vecteurs à cette entreprise, pour faire baisser à toute force les dépenses publiques et offrir aux multinationales et aux marchés financiers des champs nouveaux de rentabilisation du capital. Dégradation du service, augmentation des prix, accès sinistré, conditions de vie des usager.es et conditions de travail des salarié.es dégradées, les conséquences collectives de ces orientations se sont avérées désastreuses. Les crises ont mis

en évidence, les graves dysfonctionnements sur le continent européen faisant prendre conscience de l'impréparation de l'Europe face à une situation de crise majeure.

Pour une nouvelle efficacité économique, sociale et écologique, les services publics doivent permettre de concrétiser l'accès aux droits fondamentaux. Cette caractéristique implique qu'ils doivent être accessibles à toutes et tous, sur l'ensemble des territoires. Il faut donc également un plan massif d'investissement. Cela remet aussi en perspective la nécessité et le rôle que les états doivent jouer comme employeurs.

La précarisation croissante des conditions de travail se manifeste principalement au travers du processus d' «ubérisation», que nous contestons, en exigeant que tous, les employeurs et travailleur.euse.s, y compris des plates-formes numériques, jouissent des mêmes droits et obligations. Cette ubérisation touche particulièrement les jeunes et les salarié.es d'origine immigrée.

Les politiques d'austérité et la transformation du marché du travail, avec la montée du travail indépendant et des contrats temporaires, ont rendu plus difficile pour les jeunes de trouver un emploi stable et bien rémunéré. Ils sont plus touchés par les inégalités éducatives et les problèmes de santé mentale, notamment en raison de la pression liée à la performance scolaire, l'incertitude économique et l'exposition aux réseaux sociaux. Nous refusons de voir la jeunesse utilisée, par des stages non rémunérés pour casser les droits du travail.

Les femmes sont très majoritaires parmi les employées des services publics surtout dans le secteur social. Cela a permis historiquement leur entrée dans l'emploi et une sécurisation des contrats, mais les salaires y sont très bas. La précarité des salariées s'écrit au féminin : les assistante.s maternelles, les employé.e.s de maisons, les aides à domicile et les aides ménagères demeurent à plus de 95 % des femmes. Le travail domestique et de soins non rémunéré permet au capitalisme de reproduire des générations de travailleurs avec un

minimum d'effort domestique et un maximum de profit aux dépens des femmes. Les aidessoignante.s sont à 91% des femmes, 87% des infirmieres. 73% parmi les agentes d'entretien, 76% des caissiere.s et les vendeur.e.s, 71 % des enseignantes... Main dans la main, le patriarcat et le capitalisme tire profit de la dévalorisation des femmes et de leur travail. C'est l'organisation toute entière de notre société qui est basée sur ces deux dominations. Les femmes assument la majorité des responsabilités en matière de soins informels, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux changements dans le secteur des soins et les expose à des risques accrus de pauvreté et d'isolement social. Les femmes sont les premières à souffrir de l'affaiblissement des services publics.

Le secteur public doit recruter massivement, être un bon employeur, payer correctement, écouter les employé.e.s sur la manière d'organiser le travail, ne pas imposer le travail à temps partiel. Les ressources et le financement doivent être suffisants pour que le travail soit émancipateur, et que les salariée.es ne subissent plus le fardeau éthique d'un travail mal fait.

L'intelligence artificielle peut représenter un immense atout pour contribuer à résoudre des problèmes sociaux ou environnementaux de plus en plus complexes mais aussi constituer un danger si elle est utilisée par des acteurs malveillants, ou laisser libre de droit au marché capitaliste. Cela implique la création d'une souveraineté européenne dans le domaine et la définition de critères éthiques cadrant son utilisation. Nous voulons un contrôle public de l'IA définissant un ensemble de règles permettant d'autoriser l'utilisation ou non d'algorithmes. Attention au mirage de la dématérialisation de l'action publique, qui, sous couvert de faciliter les procédures, contribue à mettre à l'écart des pans entiers de la population et vise souvent à camoufler un recul des services publics.

3. Les propositions concrètes et applicables

auxquelles nous nous engageons

Coût de la vie :

- 1. Le développement de la protection sociale par l'élévation des droits sociaux et à des revenus garantis.
- 2. Des salaires minimums plus élevés, la sécurisation des contrats de travail, le développement des emplois et un droit systématique à la formation rémunérée qualifiante et de qualité pour les salariés et les chômeurs.
- Les règles de fixation des prix de l'énergie doivent être remplacées par une approche favorisant la coopération et des prix en phase avec les coûts de production et de développement.
- 4. Un socle européen des droits sociaux, qui s'appuie sur vingt principes relatifs à l'égalité et à l'accès à la formation et au marché du travail, à des conditions de travail équitables, à la protection sociale et à l'inclusion. Ces principes, assortis d'un plan d'action, devraient donner lieu à des initiatives concrètes en faveur des citoyen. ne.s.
- 5. Économie des soins/protection sociale, nous reprenons à notre compte le concept de « transition juste » (1) défendu par les syndicats, qui associe la transformation écologique à la protection sociale.
- 6. Nous exigeons une extension des protections sociales de la garde des enfants jusqu'aux régimes de retraite.

Services publics:

1. Un investissement massif dans les infrastructures pour renforcer la qualité et l'accessibilité des services. La construction et la rénovation de bâtiments, financé par la Bce en prêtant aux Etats et collectivités à taux 0.

- 2. Des programmes d'investissement public centrés sur l'environnement nécessaire pour conduire la transition écologique.
- 3. Un processus de transformation démocratique. Les usagers, les représentants des territoires doivent avoir des pouvoirs effectifs sur leurs orientations stratégiques, sur les modalités de la réponse aux besoins, sur les moyens matériels et humains à mettre en œuvre, sur l'évaluation des gestions selon des critères d'efficacité collective, sociale et écologique.
- 4. Des moyens pour la formation des salarié. es, et des recrutements en nombre, avec des conditions de travail leur permettant d'exercer leurs missions. Ils doivent se voir reconnaître des pouvoirs nouveaux concernant la gestion et les décisions d'investissements et de recherche ainsi que l'organisation du travail.
- 5. La définition du périmètre et des missions des services publics doivent relever des parlements, voire de la consultation populaire.
- 6. La création d'un observatoire des services publics en Europe, indépendant, au sein des instances de la commission européenne, pour mesurer et évaluer les améliorations ou les détériorations de ces services.
- 7. Un Fonds européen de développement écologique et social, pour les services publics et pour l'emploi, financé par la création monétaire de la Bce à taux zéro voire négatif, comme l'article 123.2 du Traité de Lisbonne le permet, et doté d'une gouvernance démocratique.
- 8. Des coopérations européennes de grands services publics nationaux entre eux. Par des approches solidaires, les coopérations en Europe et dans le monde doivent être encouragées.
- 9. L'Europe doit rendre effective l'égalité des droits des femmes et des hommes en matière de salaires, de conditions de travail, d'évolution professionnelle et de participation à tous les niveaux, notamment au travers de l'ensemble des services

publics.

10. Il faut mettre en place une gouvernance démocratique de l'intelligence artificielle avec des critères éthiques. Former à l'éthique tous les acteurs-maillons de la « chaîne algorithmique » (concepteurs, professionnels, citoyens). L'alphabétisation au numérique doit permettre de rendre les systèmes algorithmiques compréhensibles en renforçant les droits existants et en organisant la médiation avec les utilisateurs. Constituer une plateforme européenne d'audit des algorithmes. Encourager la recherche sur l'IA éthique. Renforcer les contrôles éthiques au sein des entreprises.

Logement:

- 1. Une taxation progressive des logements vacants, des propriétés coûteuses et des grands logements, l'annulation des incitations et des subventions à l'excédent par le biais de l'échange ou de l'abandon de propriétés, et le pouvoir de prendre en charge les bâtiments vacants de longue durée dans la propriété publique.
- 2. Les revenus de ces mesures seront réorientés vers des programmes de logement public et d'énergie.
- 3. Exempter le financement public du logement du marché intérieur et du régime de concurrence.
- 4. Les fonds de l'UE pour l'investissement dans le logement public doivent être utilisés dans l'intérêt public et non à des prix spéculatifs.
- 5. Une intervention structurelle pour augmenter l'offre de logements publics et l'utilisation ou la conversion des bâtiments publics vacants tels que les enceintes militaires.
- 6. Inverser la financiarisation et la titrisation de la dette du logement.
- 7. Créer des instruments européens sur le plafonnement des loyers, les restrictions sur les locations à court terme et la régulation du marché immobilier afin de casser les

- prix spéculatifs et d'interdire les saisies et les expulsions lorsqu'un logement adéquat n'est pas assuré par un Etat membre.
- 8. Des investissements publics pour mettre fin à la pauvreté énergétique et améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments.
- 9. Lier les politiques de logement à la cohésion sociale, les économies d'énergie, la transition écologique.

Éducation:

- 1. Un grand plan de coopération et de lutte concrète contre toutes les discriminations et contre les inégalités sociales de réussite scolaire, pour combattre les difficultés scolaires et favoriser l'accueil sans condition de tous les enfants migrants.
- 2. La généralisation de la scolarité obligatoire, publique et laïque pour les enfants et jeunes et la gratuité effective des études dans tous les pays de l'UE.
- 3. Préserver ou développer selon les pays une voie professionnelle de l'enseignement secondaire sous statut public, sans influence du patronat.
- 4. Inclure dans la formation des enseignant.es des modules de coopérations européens pour favoriser les échanges et la production de recherches, le développement de pratiques visant à lutter contre les inégalités sociales de réussite scolaire et les discriminations.
- 5. Un plan européen de coopération pour le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche
- 6. Des bourses d'étude et de recherche européennes pour les étudiant.es sur critères sociaux. Promouvoir et favoriser les échanges européens dans les cursus de formation du secondaire à l'université.
- 7. Le financement public de qualité de toutes les écoles et universités d'Europe, et l'interdiction en Europe du financement public des écoles privées.
- 8. L'harmonisation européenne des diplômes doit cesser de s'opérer par le bas, les formations doivent sortir de l'imposture

de l'enseignement par compétences qui individualise la reconnaissance des diplômes face aux futurs employeurs : le diplôme doit constituer une garantie collective.

Santé:

- 1. La mise en place d'un pôle européen de santé publique, pour coordonner les activités dans ce secteur dans l'intérêt public.
- 2. La garantie d'un accès universel et gratuit aux soins, le renforcement des systèmes de santé publique permettant la réduction des inégalités.
- Un soutien accru aux professionnel.les de santé, des recrutements, des temps de formations et des revalorisations salariales.
- 4. Le renforcement et la démocratisation de l'économie des soins, en promouvant une reconnaissance et une valorisation accrues du travail de soins informels, en soutenant les aidant.es familiaux et en développant des services de soins à domicile et de soutien aux professionnel.les. Nous nous battons pour que les travailleurs migrant.es bénéficient des mêmes droits.
- 5. Un contrôle démocratique de l'industrie pharmaceutique et garantir son fonctionnement selon d'autres critères que le taux de profit. Création d'un pôle public européen du médicament qui intervient sur l'ensemble du cycle du médicament, des technologies et vaccins à des prix abordables au service de l'humanité.
- 6. La protection de l'environnement, l'écologie doivent être intégrée dans une stratégie de santé.
- 7. Nous posons l'enjeu sanitaire d'un accès à une alimentation durable et de qualité pour aller à l'encontre des choix du marché.
- 8. Exiger des brevets gratuits pour les vaccins, soutien sans équivoque à la campagne « Pas de profit sur la pandémie ».
- 9. Défendre les droits en matière de procréation, de planification familiale libre et gratuite, notamment du droit à l'avortement. Nous voulons que l'Europe retrouve une souveraineté et indépendance

dans la production des pilules abortives.

Conclusion

Pour le Parti de la Gauche Européenne, l'urgence est à lutter contre la pauvreté dans laquelle s'enfonce les peuples européens. Il faut garantir à l'ensemble des peuples d'Europe un alignement par le haut dans tous les domaines qui relèvent des droits humains comme des boucliers sociaux. Nous souhaitons porter la création de nouveaux services publics partout afin d'étendre ces domaines de protection face au capitalisme et ainsi promouvoir une nouvelle efficacité économique sociale et écologique. Les services publics, et la protection sociale, constituer des points d'appui précieux dans le processus de dépassement du capitalisme, indispensable pour trouver une issue de progrès humain à la crise systémique et aux défis de la période historique que nous vivons. Les services publics sont des sillons existants pour creuser de nouveaux chemins pour l'humanité.

Notes

1. « Une transition juste signifie transformer l'économie d'une manière équitable et inclusive pour garantir le maintien et la création d'emplois de bonne qualité » (IndustriALL, *Manifeste pour une transition juste*)

Le Groupe Thématique a été coordonné par Hélène Bidard.

Changer le système, pas le climat

Groupe Thématique : Crises climatiques et sociales, économie et écologie, transformation industrielle et transition énergétique

1. La structure capitaliste du marché a créé le problème

Le changement climatique causé par l'activité humaine trouve un consensus scientifique mondial, mais la politique du status quo ne connaît que les lois du marché et est incapable de présenter des solutions. En fait, ils considèrent les problèmes qu'ils causent aujourd'hui comme quelque chose que la technologie de demain résoudra. Certaines franges politiques, inspirées par le trumpisme, veulent transformer la question en guerre culturelle.

Le capitalisme est incompatible avec un développement humain durable respectueux de la planète et par les mêmes mécanismes crée des inégalités sociales, un énorme fossé entre les sexes, et menace la durabilité de la planète. Ceux qui ont le moins contribué au changement climatique sont ceux qui souffrent le plus de ses conséquences. C'est aussi ce modèle qui a provoqué l'extrême pauvreté, une énorme accumulation de richesses et d'inégalités.

L'extractivisme et la combustion de combustibles fossiles, l'accaparement des biens communs et la destruction des puits de carbone par ces processus et l'élevage intensif et l'agriculture, sont tous liés. C'est la vie ellemême sur la planète qu'ils menacent.

La gauche reconnaît la crise climatique comme une urgence et s'engage à transformer l'économie loin du paradigme du carbone, à assurer la création d'emplois, une répartition équitable des richesses, l'élimination de l'écart entre les sexes, des services publics robustes et universels et la propriété publique des

biens communs pour une société plus juste, participative et démocratiquement planifiée.

2. Le marché du carbone a créé les riches

La fausse solution de la politique du status quo a été la création du système européen d'échange de quotas d'émission (Sceqe). Selon le rapport de Carbon Market Watch, l'allocation gratuite de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émission de carbone a permis, entre 2008 et 2019, des bénéfices spéculatifs de 50 milliards d'euros pour l'industrie européenne des émissions intensives. Un autre mécanisme de financiarisation de la réponse climatique est la compensation carbone, qui a été au cœur de la publicité des grands pollueurs.

C'est l'image du capitalisme vert. Les pollueurs historiques ont reçu de la richesse. Lorsque les super-riches se disputent une course à l'esPace, lorsque quelques multinationales sont les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre, il n'est ni juste ni efficace de demander des sacrifices et des coûts supplémentaires à la classe ouvrière. La transition est la justice sociale pour une vie meilleure.

 Nous proposons de changer le paradigme capitaliste actuel de la lutte contre le changement climatique. Le marché du carbone et la matrice utilisée pour compenser les émissions ne répondent pas au problème et devraient être abandonnés. Le changement de modèle de consommation

et de production doit être réorganisé et planifié démocratiquement pour répondre aux besoins sociaux, assurer une répartition équitable des richesses, réduire les émissions et protéger la biodiversité.

3. La gauche est la réponse pour l'égalité et la démocratie

La première transformation écologique consiste à décider que le système économique n'est pas uniquement motivé par le profit, même au prix de la destruction de la planète. Le but du système économique est de répondre aux besoins sociaux et de donner une vie juste et digne à l'ensemble de la population mondiale, et de le faire dans les limites de la planète. La démocratie est la clé.

- Le Pib est un indicateur qui ne prend pas en compte une grande partie des imPacts sociaux et environnementaux, nous proposons donc de nous concentrer sur des indicateurs alternatifs qui incluent des critères sociétaux, environnementaux et d'égalité.
- Augmenter l'objectif de l'Union Européenne de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % à 65 % en 2030 et avancer la date de la neutralité climatique de l'Union européenne de 2050 à 2045.

4. Transformer la production, c'est transformer le travail

 Nous proposons une réduction des journées de travail (sans perte de rémunération) et que l'augmentation de la productivité soit utilisée à cette fin et pour réorienter la production vers les besoins sociaux.

4.1 - Défaire la division internationale du travail

- Nous proposons de construire une caPacité de production localisée, durable, adaptée aux régions et aux cycles courts de consommation et de production, libérant la planète d'une grande partie du transport de marchandises par bateau et par camion. Cela signifie une forte industrialisation (ou réindustrialisation) des pays européens avec la garantie d'un travail avec un salaire équitable et avec une production respectueuse de la planète et orientée vers les besoins sociaux.
- Création d'un organisme public pour identifier les secteurs industriels essentiels à la société et à la transition écologique et énergétique afin de l'implanter ou de la relocaliser, en reconnaissant et en répondant à la nécessité de décoloniser les relations sociales.

5. Contrôle public des biens communs

- Contrôle public des biens communs tels que : l'eau, l'assainissement et leurs services; hydrocarbures et autres sources d'énergie; les services de production et de distribution d'énergie. Par ailleurs, une modification des critères de fonctionnement, de sorte que la priorité n'est plus la rémunération des actionnaires mais la garantie de services publics et universels accessibles qui répondent aux besoins de la société et qui respectent les limites de la planète et la préservation de la biodiversité. Et que tous les profits soient utilisés pour améliorer ou transformer les systèmes de production et de distribution.
- Garantir l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, les déclarer comme des droits fondamentaux, ainsi que les décisions pertinentes de l'Onu. Pénaliser l'utilisation

- excessive.
- Garantir le libre accès aux premières quantités d'énergie considérées comme essentielles à la vie, en tenant compte du climat et de la saison de l'année. Pénaliser l'utilisation excessive.
- Veiller à ce que la fonction sociale et environnementale de l'eau, de l'air, de l'énergie et de l'alimentation prime sur les grands droits de propriété privée.

5.1 - Garde-le dans le sol

• Nous proposons, immédiatement, de ne pas exploiter de nouvelles réserves de combustibles fossiles et d'abandonner l'exploitation des réserves situées dans des zones à risque telles que les eaux profondes et les zones polaires. Déclarer l'abandon total de l'exploration des hydrocarbures comme un objectif à atteindre, notamment dans la politique de l'UE et dans les résolutions officielles des Cop sur le climat.

5.2 - Production d'énergie

- Nous proposons que les entreprises publiques du secteur de l'énergie renforcent la production d'énergie renouvelable dans le but de parvenir à un mix énergétique renouvelable.
- Mettre en œuvre des programmes d'autosuffisance énergétique aux territoires.
 Ajoutez la microgestion ou les processus décentralisés à la transition.
- Rôle stratégique de l'État, en utilisant l'institution de marchés publics innovants pré-concurrentiels dans les initiatives phares d'innovation, dans les domaines de la transition énergétique, de l'environnement, du logement social, des transports verts, etc.
- Sortie du traité sur la Charte de l'énergie.
- Tva sur l'énergie doit être réduite et harmonisée dans toute l'Europe.

5.3 - Reconversion industrielle

- Les grandes entreprises et les multinationales devraient rendre compte et publier leurs émissions directes et indirectes, en donnant la priorité aux grands pollueurs tels que la production d'énergie, la production et la construction de ciment, les transports et l'industrie lourde.
- Création d'un organisme public pour certifier cette comptabilisation carbone et proposer des méthodes, techniques et matériaux alternatifs pour la production afin de réduire la consommation d'énergie, de matières premières et d'émissions.
- Mettre fin à toutes les subventions, incitations et avantages fiscaux accordés aux grandes entreprises qui sont pervers sur le plan environnemental et/ou social.
- Le transport continental de marchandises devrait être effectué principalement par chemin de fer.

5.4 - Obsolescence programmée

 Introduire des règles d'écoconception obligatoires pour les produits afin d'assurer leur durabilité et de permettre l'intégration des mises à niveau, garantissant des périodes de garantie et des services accrus de réparations et de remplacements de pièces.

5.5 - Emplois verts

• La reconversion des secteurs de production rend nécessairement obsolètes certains emplois. Mais ces emplois et ces travailleurs sont essentiels pour la transition écologique et énergétique. Par conséquent, aucun travailleur ne peut être laissé sans travail à cause des transformations dues à la transition écologique et énergétique. Leur travail est important, ils doivent avoir un soutien et une formation adéquats pour les fonctions de transition. C'est pourquoi nous proposons un plan d'investissement massif

pour la formation et la création d'emplois verts basé sur la relance des secteurs publics essentiels et la réindustrialisation dans les domaines de l'énergie, des transports, de la réhabilitation urbaine et des services publics tels que la santé et l'éducation. C'est ce que nous appelons la sécurité d'emploi et la formation tout au long de la vie.

5.6 - Des maisons zéro carbone et efficaces

 Programme de financement, sans frais, pour la transformation de maisons en quartiers zéro carbone et à énergie positive, avec isolation thermique, production locale et coopérative d'énergie renouvelable et utilisation de matériaux de construction écologiques.

5.7 - Un nouveau modèle de mobilité, l'alternative à « l'économie Suv »

- Construction de liaisons ferroviaires publiques électrifiées entre les grandes villes européennes.
- Des secteurs publics forts dans les transports publics, refusant le modèle de concurrence dans l'installation ou l'utilisation des chemins de fer, privilégiant une logique d'intégration et de développement des territoires. Financement européen de réseaux de transport décarbonés.
- Création de services de transport public à la demande dans les zones à faible densité de population.
- Créer des programmes de transport public gratuits.
- L'électrification dans les transports et les transports publics verts.
- Démantèlement de « l'économie Suv » avec des règles à la production automobile qui garantissent la décarbonation, moins de consommation et une conception plus

- compatible avec les usagers de la route les plus vulnérables.
- La fin, d'ici 2026, de la production de nouvelles voitures alimentées par des combustibles fossiles dans l'UE.
- Renforcement des bornes de recharge pour véhicules électriques.
- Développer des programmes d'autopartage, car les voitures passent la plupart de leur temps à l'arrêt, réduisant ainsi le besoin de production de véhicules et l'esPace et l'infrastructure nécessaires pour les accueillir en milieu urbain.
- Interdiction des vols en jet privé, sauf pour des raisons de santé ou de sécurité nationale
- Interdire l'utilisation de liaisons aériennes entre les villes qui ont des liaisons ferroviaires jusqu'à 3 heures, garantissant l'investissement dans la densification et la modernisation de l'offre de ces transports publics.
- Créer des incitations pour les déplacements domicile-travail dans le cadre de la mobilité durable, à pied, à vélo et/ou dans les transports publics.

5.8 - Nouvelle organisation urbaine

- Dans les villes et les zones à forte densité de population, l'urbanisme devrait permettre, au maximum, à moins de 15 minutes à pied de chaque résidence, tous les services pertinents pour la vie sociale, tels que les services publics tels que l'école et l'hôpital, les transports publics, les commerces et les marchés, les zones de loisirs, les structures culturelles, les installations sportives et les lieux de travail, en promouvant également la transition verte et numérique des services publics pour tous ainsi que l'accès aux personnes handicapées.
- Dans les zones à faible densité de population, ces installations devraient être situées à 15 à 30 minutes en transports en commun ou, si ce n'est pas possible, en voiture.
- Intégration dans l'environnement urbain d'infrastructures cyclables dédiées, telles

- que l'intégration dans les transports publics et les parkings à vélos.
- Promotion des esPaces verts dans les zones résidentielles et des corridors verts à travers les villes.
- Réorganiser l'esPace urbain en créant des zones d'abri dans chaque ville ou village et assurer des caPacités suffisantes aux niveaux national et local, afin de gérer les résultats d'événements tels que les incendies de forêt, les inondations ou les tremblements de terre.

6. Rétablissement des écosystèmes

La restauration et le maintien des écosystèmes et la conservation de la biodiversité ont été mis de côté dans la réponse climatique et traités comme s'il s'agissait d'une crise distincte. La perte de biodiversité et la crise climatique sont interdépendantes : la dégradation des écosystèmes supprime ou réduit les puits de carbone, maintenant plus de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Le changement climatique réduit la biodiversité.

- Encourager l'acquisition de forêts publiques par le biais du droit de préférence du public.
 Promotion et financement des coopératives forestières de petits producteurs.
- Garantir et promouvoir les cycles courts de production et de transformation, en garantissant la création d'emplois dans les zones rurales.
- Assurer la traçabilité des importations de bois et interdire les importations en provenance de zones de déforestation tropicale.
- Interdire le brevetage des organismes vivants. Interdire la culture, l'importation et la vente de produits génétiquement modifiés.
- Veiller à ce que les zones protégées de la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 soient fondées sur leur importance écologique et à ce que

les intérêts économiques n'imposent pas l'exclusion de zones d'importance centrale. Renforcer la coopération transfrontalière afin d'agir plus efficacement pour protéger et restaurer les zones couvertes par le réseau Natura 2000.

6.1 - La politique agricole commune

La politique agricole commune (Pac) est l'une des principales enveloppes financières du budget de l'Union européenne et pour la période 2021-27, elle disposera de 387 milliards d'euros. La Pac est un échec pour les agriculteurs, pour le climat et pour la biodiversité. Au fil des décennies, la plupart des fonds de la Pac ont été dirigés vers les grands agriculteurs, constitués de revenus qui ont enrichi ceux qui étaient déjà riches. Les petits agriculteurs et les travailleurs agricoles n'ont pas bénéficié du modèle de la Pac qui continue de financer de grands modèles destructeurs, sans espace adéquat pour la nature, la biodiversité, une rémunération équitable et la réparation des écosystèmes. Ce modèle présente également un large écart entre les sexes, les femmes recevant moins d'un tiers de l'aide.

- Nous soutenons, en collaboration avec les mouvements sociaux et les organisations agricoles progressistes, un modèle de politique agro-écologique de la Pac concernant les trois piliers de l'agriculture durable, à savoir économique, environnemental et social, axé sur la production d'aliments de qualité et la garantie de la souveraineté alimentaire, ainsi que sur l'atténuation du changement climatique et visant principalement à transformer la Pac en éliminant progressivement son système d'allocation de fonds par superficie et en réorientant vers Agriculture durable respectueuse de l'environnement et à forte intensité de main-d'œuvre avec une valeur ajoutée et l'équité sociale et la justice par l'agriculture.
- Rémunération des services écosystémiques aux petits exploitants pour assurer la préservation de la biodiversité et compenser les inconvénients des utilisations autorisées.

- Soutenir l'économie sociale et les coopératives qui font la promotion d'un approvisionnement alimentaire équitable, sain et durable, qui nécessite des sols, de l'eau, des écosystèmes marins, des ressources renouvelables, des communautés énergétiques et la conservation de la biodiversité sains.
- Mettre en œuvre une protection intégrée des cultures et abandonner progressivement l'utilisation massive de pesticides.
- Mettre en place des chaînes de production et de consommation agricoles courtes pour lutter contre le gaspillage alimentaire et réduire l'empreinte carbone.
- Interdire les paiements aux producteurs agricoles en dessous du prix de production et garantir des limites de prix contrôlées pour la production et la consommation, réglementer les marges de consommation de la grande distribution, garantir des revenus équitables pour le travail agricole et des prix équitables pour les consommateurs.
- Mettre en œuvre des programmes de sensibilisation et de formation pour les agents publics afin de réduire la consommation de protéines animales et de promouvoir les protéines végétales comme les légumineuses. Fournir un programme de départ volontaire pour les agriculteurs qui souhaitent passer de l'agriculture animale à la production d'aliments végétaux ou aux services écosystémiques.
- Augmenter la qualité des aliments en garantissant un panier de fruits et légumes à haute teneur nutritionnelle, de saison et de production locale, à prix maîtrisé et sans
- Interdire toute exportation de bétail vivant en dehors de l'UE et renforcer les contrôles en Europe
- Élaborer un plan pour la souveraineté et la sécurité alimentaires européennes, en particulier en planifiant les pénuries inévitables compte tenu du changement climatique et de la dégradation des écosystèmes

 Réduire les importations de soja et de maïs des pays du Sud pour l'alimentation animale, en arrêtant la production animale non durable qui dépend d'importations massives et menace l'économie, la forêt tropicale et même l'alimentation humaine dans les pays du Sud.

6.2 - Sauver les océans

- Promotion d'engins de pêche durables et respectueux de l'environnement. Application intensive des règles contre les pratiques illégales ou destructrices.
- Cesser de faire pression sur les zones de pêche en dehors de l'UE et promouvoir une consommation durable de la pêche.
- Fin du chalutage de fond.
- Un moratoire de 30 ans sur l'exploitation minière en haute mer et une réévaluation ultérieure.
- Intégration des zones portuaires dans le réseau ferroviaire pour le transport de marchandises.
- Mettre en œuvre des programmes d'énergie marine renouvelable dans la stratégie d'énergie renouvelable publique, en tenant compte des progrès de la planification spatiale marine dans chaque pays. La production d'énergie devrait être équilibrée avec d'autres activités économiques, en tenant compte d'une part équitable des ressources et des revenus des petites communautés de pêcheurs.

7. Solidarité internationaliste

 Pour faire face à la justice historique et à la crise climatique actuelle, nous proposons que le financement des politiques relatives aux changements climatiques ne soit plus axé sur l'atténuation, mais aussi sur l'adaptation, les pertes et dommages, l'assistance face aux phénomènes climatiques extrêmes et la

préservation des puits de carbone tels que les forêts tropicales.

en coopération et en solidarité dans l'UE et dans le monde.

8. Protection civile

 Investir dans l'éducation et la formation des populations et créer des services publics de protection civile adaptés aux risques de chaque territoire et capables de travailler

Le Groupe Thématique a été coordonné par Luis Fazenda.

Pour répondre aux urgences communes de l'humanité : une Europe qui agit pour un autre ordre du monde de peuples souverains et associés

Groupe Thématique : Économie mondiale, décolonisation, transformation globale. Une Europe agissant pour la transformation de l'ordre du monde

Face à l'ampleur de la crise du capitalisme, de l'exacerbation des concurrences, à la fragmentation de la mondialisation capitaliste, à la gravité de la militarisation des rapports de force internationaux, aux conflits/guerres, à la victimisation des groupes vulnérables, face aux défis communs pour l'humanité que sont les crises climatique, sanitaire, alimentaires, et de leurs interdépendances, l'action internationale est une exigence cruciale, dans le sens des intérêts communs des peuples souverains et associés. Il n'y a aura pas de solution uniquement nationale ou européenne. Dans les convulsions actuelles, un autre ordre du monde se cherche. Des potentialités existent également grâce à une information et une sensibilisation plus approfondies pour combattre et ouvrir des brèches dans les dominations capitalistes et impérialistes, pour faire émerger un nouveau système de relations internationales fondées sur les principes de la charte de l'Onu, sur la sécurité collective et globale. Les recompositions du monde, la contestation de l'hégémonie des États-Unis par nombre d'États du sud, imposent à l'Europe de ne pas s'enfermer dans une désastreuse politique de bloc mais d'être actrice pour un avenir de justice et de solidarité internationale, sans s'aligner sur un bloc donné. Un échelon européen refondé peut regrouper des États voulant agir pour un autre ordre du monde. Un tel objectif implique un certain nombre d'initiatives politiques.

1. Le co-développement pour rompre avec les dominations capitalistes et impérialistes

Pour rompre avec les politiques de domination, une Union Européenne refondée agit pour instaurer de nouvelles relations économiques, commerciales et financières pour un autre ordre du monde fondé sur le développement mutuel et non sur la concurrence capitaliste. La création d'instruments de coopérations économiques et commerciales agissant dans ce sens sera un instrument de la transformation globale.

- Les traités de libre-échange doivent être dénoncés. De nouveaux traités internationaux de maîtrise des échanges et des investissements au service des biens communs, de la sécurité alimentaire souveraineté et de économique alimentaire, industrielle et agricole des peuples, permettant le développement de coopérations et d'échanges justes, visant au développement humain, social et écologique, sont mis en négociation. Le traité sur la charte de l'énergie doit être aboli.
- La diplomatie en Europe agit pour une réforme des institutions internationales afin dans le sens d'un véritable multilatéralisme et de l'égalité entre états souverains. Les clubs de pays riches comme le G7 et le

G20 n'ont pas la légitimité de gouverner le monde. L'Onu doit ainsi être réformée dans le sens de sa démocratisation, par le renforcement du poids de l'Assemblée générale au bénéfice des pays du Sud. Les moyens des agences et opérateurs de l'Onu doivent être renforcées. La mobilisation de fonds est nécessaire lorsqu'il s'agit d'aide humanitaire aux personnes dans le besoin pour une réponse immédiate en cas de crise urgente/majeure. En crise structurelle, l'Omc doit être supprimée. Le Fmi et de la Banque Mondiale doivent être profondément réformés pour s'inscrire dans une logique de coopération, et non plus dans une logique néolibérale : les plans d'aide ne doivent plus être conditionnés par des réformes structurelles dévastatrices pour les peuples et les États, le droit de veto de fait dont bénéficient les États-Unis sur leurs décisions doit être supprimé.

- La souveraineté des peuples en matière monétaire doit être respectée, pour un véritable développement économique au service de l'humain et de l'environnement.
 Il doit donc être mis fin au franc Cfa/Eco, lié à l'euro, en faveur de coopérations monétaires que les peuples souverains des États de la zone choisiront librement.
- L'Europe s'inscrit dans la dédollarisation des échanges internationaux et travaille à l'édification d'une monnaie commune d'échanges internationaux, indépendante du dollar et de toute tentative de domination unilatérale. Elle soutient les initiatives qui vont dans ce sens, par une alliance avec les pays émergents. Les droits de tirage spéciaux du Fmi, qui servirait à financer des prêts à long terme et à faibles taux d'intérêts pour le développement de tous les pays du monde, pour financer des projets répondant aux besoins de développement des biens communs et de l'emploi peuvent servir de base pour une telle initiative.
- En accord avec le vote annuel, depuis trente ans, de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la nécessité de mettre fin au blocus

- économique, commercial et financier imposé par les Usa à Cuba, les gouvernements et l'UE sont appelés à prendre des mesures concrètes contre le blocus et contre les effets de l'extraterritorialité du droit américain en Europe. Le règlement CE n° 2271/96 du conseil du 22 novembre 1996. appelant à la fin du blocus financier, doit être appliqué. L'UE agit pour le retrait de Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme. La commission européenne doit déposer plainte auprès de l'Omc contre les violations du droit commercial international et les sanctions des Usa contre Cuba et le Venezuela. Elle doit également appliquer pleinement l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'UE et Cuba.
- Une conférence mondiale sur la dette sera réunie sur l'égide de l'Onu afin d'évaluer un rééchelonnement des dettes pour qu'elles ne soient plus un instrument de domination internationale, entre États ou des marchés spéculatifs et des banques sur les politiques des États. Comme première étape, les pays de l'UE ne font pas payer les dettes liées à la pandémie. La dette Covid doit être annulée. Le crédit doit être mis au service de l'emploi, de la formation, de la transition écologique. De plus, les pays pauvres du Sud, dont les ressources ont été férocement exploitées par les riches du Nord, se sont également retrouvés dans le piège de la dette extérieure. Les dettes des pays pauvres envers les organisations financières internationales et les pays riches du Nord devraient être abolies et invalidées.

2. L'application du droit international contre les politiques de force

Contre les politiques de force et les politiques impérialistes, la diplomatie et le droit international sont les fondements d'une autre politique internationale.

- La diplomatie en Europe agit dans la défense de ces principes universels qui sont ceux de la Déclaration universelle des droits humains de 1948 et de la Convention européenne des droits humains de 1950 et de ses protocoles additionnels. La défense des droits humains, des droits et libertés individuelles et collectives de la liberté d'expression et d'opinion, de la liberté de la presse et la lutte contre les persécutions, de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme s'appliquent en toute circonstance et ne sont pas à géométrie variable. Les gouvernements d'extrême-droite doivent être isolés.
- Les résolutions de l'Onu sont le fondement du droit international. La diplomatie en Europe agit pour les faire respecter : par exemple, sur la Palestine, sur le Sahara Occidental. L'UE condamne les interventions militaires marocaines dans la Rasd et exige l'organisation d'un référendum d'autodétermination contraignant pour assurer la souveraineté du peuple sahraoui.
- La diplomatie en Europe agit pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, pour la reconnaissance d'un État indépendant et viable de Palestine, conformément à la résolution du Parlement européen de décembre 2014, aux côtés d'Israël, sur la base des frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, ce qui implique le démantèlement des colonies israéliennes, la fin du blocus de Gaza, le retour des réfugié.es la protection internationale du peuple palestinien, l'arrêt du processus d'annexion en cours et la fin du régime d'apartheid appliqué au peuple palestinien dans les territoires occupés et en Israël. L'UE agit pour la protection internationale du peuple palestinien. A cette fin, l'accord d'association UE-Israël doit être suspendu.
- Réalisation des objectifs définis par la Charte des Nations unies et des Objectifs de développement durable de l'Onu, comme par exemple l'objectif d'égalité femmes-hommes et la défense des droits

des femmes, l'éradication de la pauvreté et de la faim et la mise en œuvre intégrale de la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier dans les situations de crise. Chaque commissaire européen devra élaborer une feuille de route sur la manière dont ses services comptent les réaliser et donc atteindre l'Agenda 2030.

3. Une Europe levier du changement pour la sécurité globale humaine

- L'Europe s'engage dans une diplomatie féministe. L'UE propose à l'Onu de faire de la convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique un traité international. Elle lutte contre la traite des êtres humains. Les questions de genre doivent être prises en compte dans l'ensemble des politiques extérieures de l'UE, pour éviter de renforcer les inégalités de genre ou en créer de nouvelles. L'UE s'engage en faveur d'un nouvel objectif de 20% des financements faisant de l'égalité de genre leur priorité (à l'instar des recommandations de l'Ocde), contre 5% actuellement. Un fonds féministe visant à soutenir les politiques internationales contre les violences faites aux femmes et en faveur de l'égalité de genre est créé et fait partie intégrante de la politique d'aide publique au co-développement de l'UE.
- Rupture avec « l'Europe forteresse ». Les politiques migratoires doivent respecter le droit international : la Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948) et la Convention de Genève relative au statut des réfugié.es. Abolition des accords de Dublin, dissolution de Frontex, respect du droit international pour l'accueil des migrants, soutien aux pays d'entrée, y compris le suivi de la mise en œuvre des traités internationaux et des conditions d'accueil des réfugié.es, instauration de

voies légales et sûres de migration. La directive 2001/55/CE du Conseil Européen du 21 juillet 2001, instaurant une protection temporaire de l'UE, doit être appliquée d'une manière égale pour tout être humain fuyant la guerre, les persécutions et les répressions politiques. Ni l'origine, ni la couleur de peau ne peuvent déterminer si l'on a accès ou non aux garanties offertes par l'UE. Veiller à la prise en compte des droits fondamentaux dans le cadre d'accords ou de déclarations de coopération en matière migratoire. Refuser le conditionnement de l'Apd à la bonne coopération des pays tiers en matière de politique de réadmission, comme cela est spécifié dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005), le Programme d'action d'Accra (2008) et le Partenariat de Busan (2011).

- Lutte effective contre l'évasion fiscale au niveau international par la création, sous l'égide de l'Onu, d'une nouvelle institution, gérée démocratiquement, qui sera chargée de coordonner au niveau mondial la lutte contre l'évasion fiscale. Une Cop (Conference of Parties) mondiale sera proposée pour la justice sociale et fiscale, sous égide de l'Onu.
- Taxation des transactions financières internationales: La taxation européenne des transactions sur le marché des changes et sur les marchés de titres financiers et de leurs produits dérivés sera renforcée et une négociation mondiale sera menée pour la généralisation de ce dispositif.
- Réforme de l'aide publique au codéveloppement, dans un contexte où les besoins humanitaires ont augmenté de 25% par rapport à 2022 et que, selon la Banque Mondiale, jusqu'à 95 millions de personnes

ont sombré dans l'extrême pauvreté en 2022 à cause de la crise sanitaire du Covid-19. Les États de l'UE sont incités à porter à 0,7% au minimum de leur revenu national brut la somme consacrée à l'aide publique au co-développement. Il sera porté une très grande attention à la maîtrise d'ouvrage et à la réalisation, par les États, les entreprises et la société civile des pays concernés, projets de développement économique, social et humain, ainsi que de leurs politiques de transition écologique. Au moins 50% de l'aide sera consacrée aux Pays les moins avancés (Pma) et aux services sociaux fondamentaux. Les États membres sont incités à signer l'Appel à l'action humanitaire. Les régimes de sanction et les politiques anti-terroristes ne peuvent pas empêcher ou limiter l'aide publique au codéveloppement. La résolution 2664 (2022) de l'Onu sur l'exemption humanitaire aux régimes de sanction doit être appliquée aux sanctions prises par l'UE et par les États membres.

- Coopération mondiale pour faire des médicaments et des vaccins des biens communs universels pleinement accessible.
- Renforcement des prérogatives de l'Oit. Ses conventions et résolutions devront devenir contraignantes sur les États, comme sur les transnationales et multinationales.
- L'UE établit des relations avec les cadres de coopération internationale le G77.

Le Groupe Thématique a été coordonné par Vincent Boulet et Maite Mola.

Un Agenda Féministe pour une Europe Féministe

Groupe Thématique : Politiques Féministes

Le Parti de la Gauche Européenne estime qu'une position politique féministe est fondamentale pour imaginer et créer une Europe basée sur la paix, l'autodétermination, la liberté et l'égalité. Nous croyons que le pouvoir féministe est une force constitutive des nouvelles institutions européennes. Nous luttons pour une constitution européenne et une nouvelle idée de la citoyenneté basée non pas sur les frontières, le marché et la discrimination, mais sur la liberté, l'égalité et l'autodétermination des peuples : pour une Europe libérée du capitalisme, du patriarcat et de la guerre.

D'un point de vue féministe, nous critiquons l'économie politique néolibérale et patriarcale et proposons une politique économique féministe basée sur la réduction de l'écart entre les hommes et les femmes à tous les niveaux, en termes de salaires et de revenus. La vie professionnelle doit être réformée pour dépasser les frontières entre les sexes.

Nous luttons pour une approche féministe transversale dans toutes les actions politiques émanant du Parlement européen (PE) et des institutions de l'UE afin de garantir une véritable démocratie. La perspective féministe imprègne toutes nos propositions politiques. Notre programme électoral pour les élections du Parlement européen combine des principes de gauche avec une perspective féministe forte. Nous adoptons une perspective politique féministe matérialiste et intersectionnelle, luttant contre toutes les formes d'oppression : classe, genre, race, identité sexuelle, orientation sexuelle, capacité, âge. Cela nous distingue du féminisme libéral qui occupe les institutions européennes et risque d'être élitiste. Nous

ne voulons pas l'égalité des chances dans un monde tel qu'il est, nous sommes des féministes qui veulent changer l'état actuel des choses.

Nous unissons les luttes : anticapitalistes, féministes, pour la justice environnementale, l'homo-bi-lesbo-transphobie, le capacitisme et l'âgisme. Notre programme aborde des domaines clés tels que la fin de la violence fondée sur le genre, l'accès au marché du travail et à un État-providence solide, la promotion de la paix et la lutte contre le fascisme, la reconnaissance de l'intersectionnalité des luttes et la construction de ponts entre les personnes dans les mouvements, la garantie de l'autodétermination et des droits sexuels et reproductifs, et la défense des droits des personnes Lgbtqia+. Les droits des femmes et les droits des Lgbtqia+ sont des droits de l'homme. Nous voulons qu'ils soient contraignants et garantis pour tous, sans exception, dans les traités de l'UE.

Nous proposons que notre groupe au Parlement européen adopte les couleurs rouge, vert et violet.

1. Paix, lutte antifasciste et antiraciste

L'espace européen risque d'être redessiné par la guerre en cours en Ukraine. Une guerre qui, en plus de causer des morts et des ravages, risque d'anéantir définitivement les dernières possibilités d'une «Europe politique». Nous voulons que l'Europe soit un acteur de paix, un médiateur dans un monde multipolaire, au lieu de

reléguer l'espace européen à un rôle subalterne face au militarisme et à l'expansionnisme de l'Otan. La guerre et le militarisme sont aussi le produit et le fruit empoisonné de la violence patriarcale. En tant que force politique féministe, nous voulons que «la guerre sorte de l'histoire» et nous luttons pour une Europe qui rejette la guerre comme moyen de résoudre les conflits internationaux.

En tant que parti féministe européen, nous sommes la force motrice d'une Europe différente, une alternative à celle représentée par les forces militaristes. La logique de guerre, qui imprègne réellement l'Europe, profite aux gouvernements, tels que les gouvernements polonais et italien, qui sont à la fois les plus bellicistes et les principaux opposants à l'autodétermination et à la liberté des femmes. Nous voulons contrer le danger que les forces les plus conservatrices du Parlement européen soient renforcées par les vents de la guerre. En tant que force féministe, nous luttons contre l'idée d'une Europe des nations ainsi que contre le nationalisme et le suprémacisme européens. Nous voulons une économie de soins comme alternative à une économie de guerre. L'augmentation des dépenses militaires, qui touche l'UE et la plupart de ses États membres, se traduit avant tout par une réduction des services publics et des droits fondamentaux tels que la santé et l'éducation. Elle se traduit par un fardeau social de plus en plus privatisé et pesant sur les épaules des femmes. Mettre fin aux guerres et promouvoir la paix et la résolution civile des conflits aurait un impact immense sur les femmes. En effet, ce sont les femmes qui souffrent le plus en étant utilisées comme butin de guerre, en étant vulnérables aux réseaux de traite à des fins d'exploitation sexuelle, en étant laissées sans ressources ou en étant déplacées. La montée de la rhétorique de la suprématie occidentale et le retour des nationalismes vont de pair avec une augmentation inquiétante de la violence néo-fasciste en Europe, comme l'a déjà noté la résolution du Parlement européen sur la montée de la violence néofasciste en Europe (1). Le post-fascisme et le

néo-fascisme, ainsi que la logique de guerre, reproduisent les stéréotypes et les rôles de genre et attaquent directement les droits des femmes. Nous luttons contre l'idée que le corps des femmes est l'incubateur de la nation et nous considérons le féminisme comme l'antidote le plus radical à toute forme de post-fascisme et de néo-fascisme, de discours de haine et de culture patriarcale.

Les femmes migrantes sont souvent rejetées par la « Forteresse Europe », laissées pour mortes dans la Méditerranée ou le long de la route des Balkans. La discrimination fondée sur le sexe rend les femmes migrantes vulnérables à la fois dans le pays de départ et dans le pays d'arrivée, en raison de l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'emploi, du risque d'être victimes d'abus ou de traite, et de l'absence d'une approche sexospécifique dans les politiques d'asile et d'immigration de l'Union européenne.

Nous proposons done:

- Observatoire européen analysant l'impact des guerres sur les femmes.
- Participation des féministes aux tables de négociation pour la résolution des conflits militaires.
- La mise en œuvre et l'application intégrale de la résolution du Parlement européen sur la montée de la violence néo-fasciste en Europe.
- Un pacte migratoire et une politique d'asile avec une perspective de genre pour construire une alternative à l'Europe forteresse.
- Renforcement des politiques et de la législation antifascistes, lutte contre les discours de haine, la xénophobie, le racisme et la discrimination sous toutes leurs formes.

2. Mettre fin à la violence fondée sur le sexe

Nous luttons contre toutes les formes de violence sexiste subies par les femmes : violence domestique, sexuelle, psychologique,

socio-économique, culturelle, institutionnelle, obstétrique, par procuration, physique ; cyberviolence, mutilation génitale féminine, mariage forcé, traite des êtres humains ; exploitation du travail, sexuelle et reproductive et féminicide. Il est important de nommer le féminicide car le terme neutre d'homicide ignore la réalité de l'inégalité, de l'oppression et de la violence systématique à l'égard des femmes.

En 2023, l'Union européenne a finalement adhéré à la Convention d'Istanbul, le traité international le plus complet en matière de droits de l'homme visant à prévenir et à combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. La convention est un instrument fondamental pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes sous toutes ses formes. Elle exige la collecte de données, la prévention et la prise en compte de la dimension de genre dans de nombreux domaines, de l'éducation aux politiques d'asile et d'accueil. Si tous les États membres ont signé la convention, des problèmes subsistent en ce qui concerne sa ratification en Bulgarie, en République tchèque, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie et en Slovaquie. En 2020, Eurostat a enregistré 788 femmes victimes d'homicide par un membre de la famille ou un partenaire intime dans les 17 États membres de l'UE qui fournissent les données.

L'Agence des droits fondamentaux de l'UE (Fra) et l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (Eige) mèneront une enquête sur la violence à l'égard des femmes (Vaw II) dans huit États membres de l'UE (CZ, DE, IE, CY, LU, HU, RO, SE), qui complétera la collecte de données menée par Eurostat sur la violence fondée sur le genre et d'autres formes de violence interpersonnelle (EU-Gbv) dans les pays restants. L'utilisation d'une méthodologie commune garantira la disponibilité de données comparables dans tous les États membres de l'UE. La collecte de données s'achèvera en 2023 et les résultats seront utilisés pour mettre à jour le domaine de la violence dans l'Indice de l'égalité entre les femmes et les hommes 2024 et son axe thématique sur la violence à l'égard des femmes.

Nous proposons:

- Suivi de la Convention d'Istanbul, de sa pleine mise en œuvre au niveau de l'UE et des États membres et de sa ratification par tous les États membres, comme l'ont demandé à plusieurs reprises le Parlement européen et les commissions Femm et Libe.
- Un cadre politique européen global pour éliminer toutes les violences faites aux femmes : renforcement du cadre juridique pour lutter contre la violence fondée sur le genre, en assurant la pleine mise en œuvre de la future directive européenne sur la violence fondée sur le genre au niveau des États membres ; dispositions juridiques sur les féminicides, telles que la reconnaissance juridique du terme «féminicide» dans l'UE et dans les États membres ; une définition commune du viol dans l'UE et dans tous les États membres, basée sur l'absence de consentement (dans certains États membres, l'usage de la force ou de la menace est requis).
- Soutenir les femmes et les personnes Lgbtqia+ victimes de violences fondées sur le genre en finançant la création et l'entretien de refuges spécialisés, la formation des professionnels impliqués dans les activités d'accueil, les services de conseil et les lignes d'assistance téléphonique pour les survivants de tous les sexes.
- Un cadre politique global pour l'éducation aux genres afin d'aider à éradiquer la culture patriarcale et de mettre en œuvre des programmes éducatifs dans les écoles (pour les étudiants, les enseignants et le personnel technique) et les communautés afin de promouvoir des relations saines, le consentement et l'égalité des sexes, en mettant l'accent sur la lutte contre les stéréotypes sexistes néfastes et la promotion des études sur le genre à tous les niveaux.
- Investir dans la formation sur les stéréotypes de genre et les préjugés inconscients.
- Reconnaître et traiter la nature

- interdépendante des différentes formes d'oppression, telles que le sexisme, le racisme, le capacitisme, le classisme et l'homophobie;
- Promouvoir le dialogue interculturel, la tolérance et la solidarité entre les diverses communautés. Promouvoir la coopération et la solidarité entre les mouvements de justice sociale, en reconnaissant que les progrès dans un domaine sont liés aux progrès dans d'autres.
- Renforcer la voix des communautés marginalisées et assurer leur représentation dans les processus de prise de décision à tous les niveaux.
- Prendre en charge les victimes de la traite des êtres humains : Exiger de tous les pays de l'UE qu'ils respectent le protocole de Palerme (2000) sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains dans une perspective de droits de l'homme et de genre. Les victimes ne devraient pas être punies pour des crimes qu'elles ont été forcées de commettre, ni être rapatriées sans réparation préalable ou contre leur volonté.
- S'opposer à toute violence sectaire contre les femmes, les enfants, la laïcité et les libertés, ainsi qu'à ses politiques régressives patriarcales et anti-égalitaires.

3. Pour une économie politique féministe : combler le fossé entre les sexes!

• Au niveau européen, il existe encore une double exploitation des femmes dans les sphères productives et reproductives : l'exploitation néolibérale et l'exploitation patriarcale. La non-reconnaissance et la redistribution inégale du travail de soins des femmes vont de pair avec la privatisation croissante des services publics. À cela s'ajoutent la persistance de l'écart entre les femmes et les hommes en matière de revenus, de salaires et de pensions, le plafond

- de cristal dans les carrières et la ségrégation horizontale, la précarité et la privatisation des secteurs d'activité où le taux d'emploi des femmes est le plus élevé. Il est urgent de mettre en place des politiques garantissant l'égalité et la non-discrimination dans les différentes sphères de la vie des femmes et de renforcer et d'étendre l'État-providence, y compris des soins de santé abordables et accessibles, des services de garde d'enfants, des logements et des systèmes de sécurité sociale pour soutenir les individus et les familles. Une politique économique féministe basée sur les soins, et non sur le profit, est nécessaire pour lutter contre toutes les formes d'inégalité entre les hommes et les femmes. Nous proposons :
- Combler les écarts entre les hommes et les femmes dans les lois du travail au niveau national et plaider en faveur de lois du travail équitables et inclusives qui garantissent un salaire égal pour un travail égal, luttent contre la discrimination sur le lieu de travail et assurent l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.
- Combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes en étendant la norme établie par la directive européenne sur la transparence des rémunérations à toutes les organisations employant des travailleurs.
- Mettre fin à l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes par des politiques de lutte contre les inégalités et en complétant la directive européenne sur la transparence des rémunérations. Nous soutenons un salaire minimum légal au niveau des États membres et de l'UE.
- Étendre l'obligation d'élaborer et de mettre en œuvre un Plan d'Egalité entre les femmes et les hommes (aujourd'hui exigé pour les candidatures à Horizon Europe) à tous les programmes de financement de l'UE.
- Une directive européenne pour un revenu de base inconditionnel pour l'autodétermination.
- Promouvoir la formation professionnelle,
 l'éducation et les programmes de

développement de carrière qui donnent la priorité aux communautés marginalisées, y compris les femmes, les migrants, les personnes Lgbtqia+ et les personnes handicapées.

- Concevoir et prévoir des dispositions en matière de congé parental pour les différents types de composition des ménages ; définir une norme minimale pour le congé parental et établir des normes égales pour le congé parental rémunéré dans tous les États membres ; établir une période minimale obligatoire pour les deux parents.
- Accroître les investissements publics dans des structures de garde d'enfants de qualité, abordables et accessibles, dans les soins aux personnes âgées et dans les systèmes d'aide aux personnes handicapées.
- Promouvoir les systèmes de soins publics par le biais d'une directive qui servira de cadre d'orientation pour le développement des systèmes de soins publics dans l'UE en tant que pilier de la protection sociale et de l'égalité. Financement de projets visant à développer des systèmes nationaux de soins publics dans une perspective de droits de l'homme et de genre afin de parvenir à des modèles de responsabilité partagée en matière de soins entre l'État, la communauté et entre les hommes et les femmes.
- Mettre en œuvre des mesures visant à promouvoir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, y compris des horaires de travail flexibles, des congés parentaux et un soutien aux personnes qui s'occupent d'un proche.
- Soutenir la conception et la planification participatives ascendantes de l'urbanisme et des transports, y compris pour les personnes Lgbtqia+, les associations de femmes, de personnes handicapées, de jeunes et de migrants, afin de garantir l'accès de tous à un emploi, à une éducation et à une vie sociale et culturelle de qualité.
- Garantir un travail décent aux femmes : Les politiques d'égalité doivent être conçues pour améliorer l'accès à la formation et/

- ou aux possibilités d'emploi et garantir l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, en surmontant la culture stéréotypée existante qui consiste à employer les femmes dans les emplois les moins bien rémunérés ou les plus précaires.
- Mettre fin à la privatisation des systèmes de sécurité sociale, qui accroît l'écart de rémunération et de pension entre les hommes et les femmes. Les pensions doivent être augmentées et garanties pour les femmes.
- Inclure un protocole de progrès social dans les traités afin de garantir que les droits des travailleurs, des syndicats et les droits sociaux priment sur les libertés économiques en cas de conflit.
- Assurer la cohérence et la reconnaissance du travail d'assistance : rendre visibles les soins non rémunérés prodigués aux enfants, aux personnes âgées et aux membres handicapés de la famille, ainsi que leur importance pour la société (2).
- Exiger de tous les États membres qu'ils ratifient et mettent en œuvre la Convention 189 de l'Oit sur les travailleurs domestiques, qui reconnaît leur contribution significative à l'économie mondiale.
- Les droits des femmes doivent être contraignants et garantis pour tous, sans exception, dans les traités de l'UE: le droit à des services de contraception gratuits et facilement accessibles et à un avortement sûr, le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, l'égalité des droits en termes de salaire, de conditions de travail, de coresponsabilité, d'évolution de carrière et de participation à tous les niveaux.
- Les droits des femmes et les normes sociales et environnementales doivent être contraignants dans les accords commerciaux de l'UE. Le droit à des services de contraception gratuits et facilement accessibles et à un avortement sûr, le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, l'égalité des droits en termes de salaire, de conditions de travail, de coresponsabilité, de développement

- professionnel et de participation à tous les niveaux (3).
- La réglementation du télétravail.

4. L'autonomisation pour tous : les droits des femmes et les droits des Lgbtqia+ sont des droits de l'homme

Nous considérons l'émancipation et la liberté des femmes, le droit à la santé sexuelle et reproductive et à un avortement sûr, ainsi que les droits civils des personnes Lgbtqia+ comme des droits de l'homme fondamentaux. Pourtant, ils sont attaqués dans certains États membres de l'UE, tels que la Pologne, la Hongrie et l'Italie. Au lieu de cela, nous considérons la «Ley Trans» adoptée en Espagne comme un point de référence pour la future législation européenne. Nous proposons :

- Inclure le droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE.
- Garantir le droit à l'avortement gratuit et sûr dans les services de santé publique et de santé sexuelle et reproductive. Nous voulons dépénaliser l'avortement, supprimer et combattre les restrictions juridiques, financières, sociales et pratiques qui entravent encore l'accès à l'avortement dans certains États membres.
- Garantir le droit à l'autodétermination, y compris le droit de choisir et d'accéder à des services et des droits complets en matière de santé sexuelle et génésique, y compris l'avortement sûr et légal et les technologies génésiques. Nous appelons au plein respect du droit des femmes à décider de leur maternité et de leur corps. Les États membres de l'UE doivent garantir l'accès à des services d'avortement sûrs, légaux et gratuits, à des services de santé prénatale et maternelle, à la planification familiale volontaire, au traitement et au soutien, sans discrimination.
- Promouvoir des soins de santé sensibles

- au genre, y compris des traitements et des chirurgies accessibles et abordables qui affirment le genre.
- Mettre en œuvre la reconnaissance légale du genre, le mariage civil et les droits d'adoption d'enfants pour les couples Lgbtqia+ dans tous les États membres de l'UE.
- La reconnaissance légale des identités Lgbtqia+ comme motif d'asile et de protection.
- L'interdiction des thérapies de conversion et la dépathologisation des transgenres.
- La promotion de la législation antidiscrimination et la définition des crimes et discours de haine.
- Garantir le respect de la diversité et la non-discrimination des droits basés sur le handicap, les familles monoparentales, les Lgbtqia+, l'âge et l'origine.
- Plaider pour la suppression de tous les obstacles à l'accès aux soins de santé génésique, y compris les obstacles financiers, juridiques et géographiques.
- Plaider pour une protection juridique complète contre la discrimination fondée sur le genre, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre, en garantissant des normes et une vie décente pour toutes les personnes dans l'UE.
- Soutenir la reconnaissance des diverses structures familiales, y compris le mariage homosexuel et les droits d'adoption, tout en promouvant une éducation inclusive et en luttant contre les brimades et le harcèlement à l'encontre des personnes Lgbtqia+.

Le pouvoir féministe libère tout le monde!

Notes

1. Résolution du Parlement européen https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2018-0428_FR.html adoptée le 25/10/18

- 2. Oxfam, *Time to care* https://www.oxfam.org/en/research/time-care
- 3. Rapport du Parlement européen sur l'égalité des sexes dans les accords commerciaux de l'UE adopté le 13.3.2018 : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2018-0023

FR.html

Le Groupe Thématique a été coordonné par Eleonora Forenza.

Des emplois dignes dans une économie forte et verte

Groupe Thématique : Droits des travailleurs

30 ans de marché unique n'ont pas permis de garantir une concurrence loyale et des moyens de subsistance adéquats pour tous les individus. Le dialogue social européen n'a pas atteint ses objectifs. L'absence d'équilibre des pouvoirs dans les négociations avec les multinationales rend les comités d'entreprise européens inutiles. Les pratiques abusives et le dumping social règnent partout grâce à la sous-traitance en cascade. La forte rotation du personnel et l'absence de formation adéquate se cachent derrière la pénurie croissante de personnel, tandis que les super-riches paient les taux d'imposition les plus bas jamais enregistrés... Les travailleurs et la classe ouvrière devraient être placés à l'avant-garde d'une nouvelle Union Européenne, fortifiée par une économie robuste et écologiquement durable. À cette fin, le Tune (Trade Unionists' Network) et La Gauche au Parlement Européen proposent 16 points critiques qui doivent être mis en œuvre au cours de la législature 2024-2029. L'objectif est de concrétiser le slogan « Personne n'est laissé pour compte ».

Avec ces 16 points, nous essayons de donner de la visibilité aux nombreuses raisons qui expliquent l'éloignement progressif de la classe ouvrière du projet de l'UE. En apportant les bonnes solutions à ces questions, nous ferons sans aucun doute un grand pas dans la bonne direction pour construire l' « Europe sociale » tant annoncée et jamais trouvée.

Les travailleurs et la classe ouvrière doivent être au centre d'une nouvelle UE.

Voici les 16 points à fournir au Parlement Européen et aux organes de décision au cours de la législature 2024-2029 :

- 1. Transition Juste (vert & numérique) : «
 Personne n'est laissé pour compte ». Une
 Transition Verte et Numérique Juste réalisée
 en intégrant une culture d'engagement des
 syndicats et de la société civile dans la
 rédaction et la mise en œuvre de tous les
 investissements pertinents.
- 2. Des salaires équitables pour un niveau de vie décent pour Tous (salaire ou conflit) : « On ne veut plus de travailleurs pauvres ! »
- 3. Un dialogue social européen renforcé avec un équilibre des pouvoirs accordé, afin que les représentants des travailleurs puissent négocier efficacement des conditions avantageuses pour les travailleurs.
- 4. Le droit aux actions/grèves européennes doit devenir un axe fondamental vers une négociation collective européenne et une UE axée sur les personnes, où les droits sociaux doivent être au centre d'un nouveau dialogue social européen et constituer le fondement des comités d'entreprise européens.
- 5. Lutte contre les pratiques abusives et le dumping social : introduction de la responsabilité solidaire dans les chaînes de sous-traitance ; l'introduction d'une obligation légale de faire du respect par les entreprises des conventions collectives applicables et/ou du droit du travail un critère d'attribution obligatoire dans les marchés publics ; la mise en œuvre dans toute l'UE de la convention n° 81 de l'Oit sur les inspections du travail.
- 6. Anticipation du changement : requalification/perfectionnement des travailleurs. Un

- développement social élevé (sous la forme de compétences, de sécurité de l'emploi et de salaires) doit être au centre d'une autonomie de l'UE dotée d'une position de force relative, tout en construisant un scénario économique mondial multilatéral.
- 7. Une fiscalité équitable : il est indispensable de parvenir à une coopération fiscale et à une solidarité fiscale plus efficaces au niveau de l'UE, ainsi qu'à un contrôle plus strict des fonds publics donnés aux entreprises, visant principalement à redistribuer les risques inhérents à la tourmente économique actuelle et à les disperser loin des citoyens et des travailleurs.
- 8. Les travailleurs migrants sont accueillis sur un pied d'égalité : il faut leur garantir le droit de travailler dans les conditions légales et les droits du pays où ils effectuent le travail lorsqu'ils ne sont pas respectés par l'employeur.
- 9. Une poussée de l'UE pour la propriété publique des entreprises clés (énergie, systèmes de santé, transports, alimentation etc.) dans le but à la fois de réduire les pratiques quasi-monopolistiques existantes et de diffuser un scénario où les États peuvent retrouver un équilibre des pouvoirs au profit des travailleurs et des citoyens confrontés au pouvoir croissant des entreprises privées et des fonds d'investissement.
- 10. Atténuer les effets indésirables de la concurrence en évitant le dumping social, le faux travail indépendant, la soustraitance et le nivellement par le bas des salaires (le maintien et le renforcement des droits des travailleurs sont plus que jamais nécessaires).
- 11. Un système de protection sociale européen équitable et inclusif qui offre un accès large et bien organisé aux prestations de maladie, d'éducation et de chômage, combinant ainsi protection sociale et investissements sociaux.
- 12. Accords sectoriels obligatoires négociés par pays : dans une nouvelle UE des peuples, il ne peut y avoir de place pour les pratiques

- antisyndicales la négociation collective doit donc être protégée au plus haut niveau possible, y compris les marchés publics.
- 13. Lutter contre la violence et le harcèlement à l'égard des femmes partout dans le monde, y compris au travail. De nombreuses femmes sont touchées d'une manière ou d'une autre par la violence et le harcèlement en raison de leur situation professionnelle, du type de travail qu'elles effectuent ou des conditions dans le secteur dans lequel elles travaillent. Des politiques et des pratiques justes et équitables doivent être mises en œuvre pour éradiquer ce fléau.
- 14. Améliorer les conditions de travail dans les plateformes : les travailleurs de l'économie des plateformes sont aussi des travailleurs ! Les droits des travailleurs ne sont pas négociables ! Toutes les formes de représentation collective doivent être garanties afin que les travailleurs des plateformes puissent trouver la voie la plus appropriée vers la reconnaissance syndicale.
- 15. Des systèmes de retraite équitables dans l'ensemble de l'UE pour soutenir les retraités : mettre fin à l'allongement de la vie active et favoriser la stabilisation d'une réduction générale du temps de travail.
- 16. L'UE doit se doter d'un protocole de progrès social donnant la priorité aux droits des travailleurs et aux droits sociaux par rapport aux libertés économiques, un protocole pour orienter le cadre futur vers une UE des peuples.

Toutes les demandes ci-dessus sont nécessaires, mais d'abord et avant tout, la paix est nécessaire pour produire les effets positifs de chacune d'entre elles. Le Tune appelle l'UE à ouvrir tous les canaux de la diplomatie et à faciliter une série immédiate de pourparlers de paix. Les guerres et la course aux armements n'apporteront pas un monde meilleur : seuls le dialogue et la compréhension le font.

Le Groupe Thématique a élaboré le document en collaboration avec le Trade Unionists' Network Europe et a été coordonné par Enrique Carmona.

Socialisme ou barbarie (fascisme)!

Groupe thématique : Lutte contre l'extrême droite

Les multiples crises auxquelles le monde est confronté aujourd'hui - catastrophe climatique, guerre et crise économique - ont contribué à créer un contexte de plus en plus fertile pour une montée en puissance de l'extrême droite. Ils ont exploité les difficultés et les souffrances croissantes dans nos sociétés et nos communautés, construisant la politique de la haine et de la peur. Les partis traditionnels de droite et la classe dirigeante ont adopté une grande partie de leur discours ; les politiques d'extrême droite sont devenues la nouvelle norme, même dans les principaux partis de gouvernement, qui cherchent une issue autoritaire aux crises. De nouvelles alliances se forgent entre la droite et l'extrême droite, des politiques racistes et xénophobes sont mises en œuvre dans toute l'Europe et les abus, les mauvais traitements et la désignation de boucs émissaires parmi les réfugiés et les migrants ont atteint des niveaux profondément choquants. Qu'elle occupe des fonctions gouvernementales ou qu'elle soit armée par des bandes paramilitaires dans les rues, l'extrême droite s'attaque aux droits et aux libertés de chacun d'entre nous, à nos diverses communautés et à notre démocratie.

Le Parti de la Gauche Européenne est uni, avec tous ceux qui s'engagent à créer une société différente où il n'y a pas de place pour le fascisme sous toutes ses formes : une société d'égalité, de justice et de paix. Nous reconnaissons qu'il y a d'énormes nouveaux défis à relever pour atteindre cet objectif. La guerre en Ukraine a créé une situation nouvelle et particulièrement dangereuse, modifiant l'équilibre politique en Europe et accélérant sa militarisation, ce qui aura un impact profondément négatif sur nos sociétés. L'extrême droite se nourrit du

nationalisme, généré par les bellicistes de tous bords, et glorifie le militarisme, exploite la crise des réfugiés et attise le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. L'extrême droite se nourrit également de sentiments et de traditions religieuses pour soutenir ses opinions réactionnaires. Elle se développe dans ce nouveau contexte, approfondissant la coopération à travers l'Europe - en effet, les forces d'extrême droite et néo-nazies construisent un réseau international, avec une forte concentration dans les pays d'Europe centrale et orientale.

1. Temps de crise

Nous reconnaissons que l'humanité continue d'être confrontée à de multiples crises catastrophes climatiques, guerres, pandémies et urgences sanitaires, chaos économique, inflation et appauvrissement pour le plus grand nombre ; les politiques et les actions néolibérales des élites dirigeantes suscitent une colère et un désespoir réels. L'extrême droite a exploité la crise économique pour renforcer sa base sociale et politique, a instrumentalisé la pandémie pour ses propres intérêts politiques, a utilisé les «fake news» et les théories du complot antiscientifiques pour nier le changement climatique et a annulé les avancées pour les femmes, les minorités et la communauté Lgbtq+ dans de nombreux pays européens. Mais les principaux gains politiques de l'extrême droite ne reposent pas uniquement sur les crises actuelles - ils ont des racines profondes dans des décennies de politiques économiques néolibérales, de désindustrialisation et de recul de la souveraineté

populaire face à la mondialisation capitaliste et à ses effets. En travaillant ensemble, nous sommes en mesure de partager notre analyse, de comprendre ces développements et ce qui est nécessaire pour les vaincre.

2. Contre la guerre

À bien des égards, nous sommes à un tournant pour nos sociétés et nous déclarons que nous rejetons la violence, la haine et l'oppression que la fièvre de la guerre, engendrée par nos dirigeants, a provoquées. Nous rejetons les dommages incalculables qu'il causera à la classe ouvrière et à nos diverses communautés, en particulier par le renforcement de l'extrême droite, favorisé par la culture de la guerre. La guerre en Ukraine a attiré des fascistes et des néonazis de toute l'Europe ; avec leur retour chez eux, nous ferons face à des milliers de personnes brutalisées, qui défieront la paix dans nos sociétés avec leur connaissance des armes et de la guerre.

3. Riposter

Nous sommes unis dans notre détermination à défier l'extrême droite et les fauteurs de guerre et à les vaincre. Nous riposterons de toutes nos forces, en construisant les mouvements, en nous unissant au-delà des frontières, en défendant et en renforçant les syndicats. Le fascisme se développera et se renforcera plus rapidement dans les pays où les syndicats et les partis de gauche sont faibles et où la protection sociale des travailleurs est détruite. Nous travaillerons ensemble dans l'action pour la solidarité internationale, avec les migrants, avec les femmes, avec les communautés Lgbtq+, avec les personnes handicapées et toutes les personnes attaquées. Et en cette période de guerre, nous travaillerons avec les mouvements de paix pour mettre fin à cette guerre et au militarisme qui détruit et déforme nos sociétés.

4. Gagner

Nos partis et mouvements ont de fortes traditions contre le fascisme et la guerre. Nous y trouvons de la force, et nous nous appuierons également sur les victoires durement gagnées aujourd'hui, en Amérique latine et ailleurs, où les gens se mobilisent pour une vision différente de la société et vainquent la haine et la peur. Les forces antifascistes et de gauche doivent construire une coopération internationale pour soutenir et populariser cette vision et rejeter l'anticommunisme croissant et le révisionnisme historique qui va de pair avec la montée de l'extrême droite. Il s'agit notamment de construire une gauche forte au Parlement européen - nous ne pouvons pas tolérer une majorité de la droite ou de l'extrême droite au sein de ce parlement ou de tout autre. Comme l'a dit Rosa Luxemburg, nous sommes face à un choix : le socialisme ou la barbarie. Renforçons approfondissons notre engagement à construire cette vision alternative du socialisme – et ensemble, faisons-en une réalité.

Nous proposons les initiatives suivantes :

- Un centre de coordination antifasciste en Europe ;
- L'interdiction des organisations néo-nazies dans les États membres de l'UE;
- Un centre d'information et d'éducation dans chaque pays, pour partager les connaissances sur le fascisme, le racisme et la xénophobie;
- L'obligation pour les services de renseignement nationaux de se coordonner plus efficacement contre les cellules terroristes d'extrême droite;
- Demander aux gouvernements nationaux d'inclure la lutte historique contre le fascisme dans leurs programmes éducatifs.

Le Groupe Thématique a été coordonnée par Attila Vajnai.

Culture pour tous, tout de suite!

Groupe Thématique : Culture

La culture est un bien essentiel. Elle permet d'appréhender le monde sous toutes ses facettes. Elle permet à la fois de singulariser les peuples et de les rapprocher entre eux. Car si on l'identifie très souvent aux créateurs, aux artistes... elle est aussi (et peut-être surtout) ce qui permet de comprendre la société, le monde; de se positionner et d'exprimer un regard critique, citoyen; bref, de s'émanciper.

1. Des travailleurs à part entière

Les artistes et autres travailleurs.euses de la culture sont des travailleurs.euses à part entière. Ils/Elles le sont en permanence car l'intermittence n'est pas un moment d'oisiveté, elle est aussi un temps de répétition, de composition, d'étude, de recherche... un temps qui aboutit à la création, à la représentation, à la diffusion...

Le PGE agira pour que l'UE encourage les Etats à créer un statut des artistes tant créateurs qu'interprètes. Un statut qui leur assurera un revenu suffisant et les sortira d'une situation précaire inconcevable au XXIème siècle. Des exemples existent déjà dans différents pays d'Europe, l'UE peut donc prendre appui sur ces expériences et les promouvoir.

2. Des moyens financiers pour le développement de la culture

Si la souveraineté nationale doit être respectée au sein de l'UE, on ne peut pas accepter une situation qui contribue à faire croire que la culture est affaire de riches, de privilégiés. Le frein est souvent le manque de moyens financiers. Toute femme et tout homme, quelle que soit sa condition sociale, est porteuse ou porteur d'une culture qui est le produit de ses conditions de travail et de vie. Par la culture, de nombreuses associations s'efforcent de sortir de l'isolement et du désespoir des hommes et des femmes que le système rejette. Ces associations doivent être soutenues.

Le PGE soutient la proposition avancée dans une motion largement adoptée par le Parlement Européen de consacrer 2 % du PIB de l'Union au soutien de la culture.

L'uberisation, c'est-à-dire la remise en cause des droits du travail qui sont protégés par des conventions paritaires contrôlées par les organisations syndicales, touche certains secteurs du commerce semble s'étendre à d'autres métiers dont ceux liés à la culture.

Le PGE ne ménagera aucun effort pour que le droit du travail soit rigoureusement respecté et étendu là où il fait encore défaut. Il ne peut être question de tolérer une précarisation du travail au seul bénéfice du capital.

3. La question des genres est aussi une question culturelle

La violence, le harcèlement et les discriminations faites aux femmes touchent tous les secteurs de la société. Le monde culturel n'y échappe

pas. La discrimination est particulièrement flagrante dans les cachets que touchent les artistes, et dans la mise en évidence des rôles féminins par rapport aux rôles masculins. Elle est aussi très importante dans l'attribution de postes à responsabilités dans les institutions culturelles. Les directions de musées ou de théâtres sont ainsi systématiquement attribuées à des hommes.

Le PGE fait de la lutte contre la violence faite aux femmes une priorité. De même qu'il lutte sans relâche contre toutes discriminations.

4. La culture ne peut pas être une arme de guerre!

Dans un monde où la guerre se répand jusqu'à nos frontières, il est fondamental que les cultures des peuples soient respectées et continuent à œuvrer pour leur rapprochement et donc pour la Paix. Les œuvres de certains artistes anciens n'appartiennent pas seulement à leur patrie d'origine, elles font partie du patrimoine de l'Humanité.

Le PGE s'oppose à tout ostracisme à l'encontre d'artistes qui n'ont aucune responsabilité dans les conflits en cours et condamne fermement la répression contre les artistes russes qui s'opposent à la guerre.

5. De tout temps les migrations ont constitué un enrichissement pour la culture

L'Europe représente, aujourd'hui, un espoir vital pour des femmes, des hommes, des enfants qui fuient la misère, la faim, les guerres, les dictatures. Demain, ce seront des personnes qui fuiront les conséquences du dérèglement climatique. Une politique d'accueil digne est le

signe le plus beau d'une société démocratique et humaine. Que des gouvernements laissent délibérément mourir en mer des centaines de personnes est est a contrario le signe d'une authentique barbarie.

La vie a pourtant montré que l'apport des migrations a souvent été bénéfique pour les peuples accueillants. La culture elle-même s'en est trouvée enrichie. Une culture autochtone est déjà elle-même le fruit de migrations très anciennes que ce soit sur le plan artistique, sur le plan gastronomique, architectural, musical... Loin d'être concurrentes, les cultures nouvelles s'enrichissent et enrichissent les peuples.

Le PGE s'engage à promouvoir au sein de l'UE une politique culturelle inclusive à la fois respectueuse des cultures autochtones et accueillantes pour les cultures nouvelles.

6. Pour une autre approche politique et culturelle du numérique dans l'enseignement

Le développement des nouvelles technologies constitue une révolution comparable à la révolution industrielle du XIXème siècle. Il change fondamentalement nos modes d'existence et transforme profondément des pans entiers de la société. Il en est ainsi de l'enseignement qui mérite une attention toute particulière et une vigilance réelle à cause des répercussions de la crise du Covid-19.

En effet, celle-ci et le confinement qui s'en est suivi ont mis en avant l'enseignement à distance. Une brèche a ainsi été ouverte pour transformer en profondeur l'enseignement luimême. Cette transformation devrait nous inciter à une réflexion en profondeur sur l'impact que pourrait y avoir l'intensification de l'utilisation du numérique. Le capitalisme a compris que ces outils numériques pourraient transformer complètement l'orientation même de l'enseignement qui ne serait plus d'instruire des

jeunes filles et des jeunes garçons pour devenir des citoyens et des citoyennes à part entière, disposant d'outils scientifiques et culturels pour être des acteurs et actrices de la société, mais des futurs travailleurs et travailleuses formaté.e.s pour les besoins de l'entreprise. Les programmes scolaires ne seraient plus élaborés par des pédagogues, mais par des sociétés privées au service du capital.

Le capitalisme numérique est en marche. Loin de rejeter le progrès que peut représenter le numérique, l'enseignement doit aider les étudiants à le maîtriser et non à le subir. Au capitalisme qui s'impose insidieusement, il faut lui opposer une autre approche culturelle qui doit rester au service des gens qui travaillent et non se substituer à eux.

7. Pour une culture multiple sans tabou

Que ce soit dans les villes qu'elle est amenée à diriger, ou dans les Etats où elle est portée au pouvoir, l'extrême-droite s'attaque à la culture, en la réduisant à des manifestations exaltant le nationalisme étroit, ou en la laissant sans moyens si cette culture se veut critique et innovante. Elle censure les livres au nom de principes moraux ou religieux d'un autre âge.

Pour le PGE, l'UE, qui est en soi un brassage de cultures diverses, doit soutenir les artistes et la création artistique sans tabou.

Le Groupe Thématique a été coordonnée par Jean-Pierre Michiels et Olga Athaniti.

Le Réseau Jeunes du Pge présente quelques propositions en vue des prochaines élections européennes de 2024

Groupe Thématique : Jeunes

Le Réseau Jeunes du Pge (Elyn en anglais), en vue des prochaines élections européennes de 2024, présente quelques propositions, regroupées dans les thèmes suivants :

Droit à l'éducation :

Arrêt de la privatisation de l'enseignement supérieur et des instituts de recherche ; abolition des frais de scolarité (y compris pour les étudiants non européens); lutte contre la précarité des étudiants et des employés dans le secteur universitaire ; rendre les étudiants indépendants du revenu de leurs parents, adopter des mesures d'aide sociale ; mise en œuvre de mesures antidiscriminatoires (numéros au lieu de noms lors des examens, ateliers pour le personnel, etc.); formation et ateliers pour les enseignants et les professeurs concernant le binaire de genre et les diverses identités de genre possibles ; réglementation du système d'attribution des bourses au niveau européen afin de rendre l'université accessible à tous ; reconnaissance du statut de travailleur des doctorants et des chercheurs dans tous les pays de l'UE; abolition des tests d'admission, en particulier dans les domaines vitaux tels que la médecine, les soins, pour les sage-femmes, la psychologie, etc.; empêcher l'utilisation d'espaces dans les écoles publiques et les universités par des organisations qui se réfèrent au fascisme et au national-socialisme; ateliers antiviolence dans les écoles, en particulier pour les garçons, afin de contrer le fémicide.

Les droits sociaux et la protection sociale :

Garantir le libre accès à la santé (y compris la santé mentale et l'accès à l'avortement) pour tous, y compris les citoyens non européens ; faciliter l'accès au logement (contrôle des loyers, augmentation des allocations logement...); des prestations sociales unifiées qui garantissent une vie humaine ; la création d'un salaire minimum européen pour les jeunes, afin de les rendre indépendants et moins vulnérables au chantage à l'emploi précaire, en alignant le salaire minimum sur le coût de la vie dans chaque pays ; l'élimination des obstacles au niveau de l'UE pour que les syndicats puissent agir au niveau international, ils devraient être renforcés au niveau de l'UE; la subvention uniquement de projets socialement progressistes; l'établissement d'un programme européen pour le logement étudiant.

Sécurité et répression :

Lutte contre le racisme systémique et la violence policière ; protection rigoureuse de tous les groupes marginalisés, tels que les Sinti et les Roms ; création de programmes européens permettant aux réfugiés d'atteindre l'Europe en toute sécurité

Le Groupe Thématique a été coordonnée par Vincenzo Colaprice et Bex Kivisto.

INTERVENTIONS

Un triple défi social, écologique et démocratique pour l'Europe

Frédéric Boccara

L'Europe est devant un triple défi : social, écologique et de paix. Il appelle une transformation profonde de l'économie. Car l'activité économique est au cœur de ces trois besoins.

Pour une conversion sociale, écologique et démocratique de notre économie, il faut rompre avec l'austérité et avec la domination du capital qui est au service de la rentabilité financière, des profits et de l'accumulation. Il faut aller vers une nouvelle culture de coopération, de démocratie et d'efficacité économique, sociale et environnementale. Cela exige une transformation des institutions et une refonte des traités jusqu'à créer des pouvoirs nouveaux sur les entreprises, les banques, sur leurs décisions, y compris la puissante Bce.

Premier défi, les besoins sociaux : pauvreté, pouvoir d'achat, surexploitation, chômage et précarité de l'emploi mais aussi exigences de nouvelles conditions de vie, d'émancipation, de culture, de formation, de santé, de temps libre, exigences de liberté et d'intervention sur sa propre vie ou sur le monde.

Pour cela, les politiques d'austérité néolibérales doivent être abandonnées. Il faut changer le comportement des entreprises et des banques pour de nouvelles productions, mettre le social au cœur de leur modèle en s'attaquant aux prélèvements du capital sur elles et en favorisant leurs dépenses pour l'emploi, la formation, pour augmenter les salaires, la recherche et la protection sociale au lieu de favoriser sans cesse la baisse du prétendu « coût du travail ». Mais aussi promouvoir les services publics (dont la protection sociale) et remettre en cause la concurrence « libre et non faussée » comme

principe central de l'UE, dominant toutes les règles.

Il faut viser une sécurité d'emploi, de formation et de revenu pour toutes et tous, au lieu de la flexi-sécurité néolibérale. Il faut renforcer les droits sociaux des salariés ainsi que des droits d'intervention sur les gestions et les décisions d'investissement, de production et de recherche des grands groupes, en conjonction avec la société civile, au lieu de nier les compétences et les capacités de propositions des citoyen.ne.s et des travailleur.se.s.

De même, une transformation profonde et systémique doit être menée pour garantir une appropriation démocratique à caractère public du contrôle des forces productives de la société. Il faut des institutions démocratiques et nouvelles permettant une planification stratégique, démocratique, combinant incitations et pénalisations, de l'activité économique en réponse aux besoins des populations et de la planète, émancipée de la domination du profit et du capital.

Au niveau européen, cette planification doit s'articuler avec les souverainetés populaires nationales.

Notre capacité de production doit chercher à satisfaire les véritables besoins de la population. Cela nécessite d'avancer vers une maîtrise de l'appareil productif européen dans des coopérations mutuellement avantageuses, tant en Europe qu'avec le monde, et d'avancer vers une véritable souveraineté populaire dans les pays sur la recherche, sur le potentiel de production industrielle et de services, à l'opposé de leur domination par le capital financier globalisé. Cela exige un nouveau type

de nationalisation et d'appropriation sociale d'entreprises et de secteurs clés.

Deuxième défi, les besoins écologiques : urgence climatique, pollutions, biodiversité, écosystèmes, épuisement des ressources naturelles. Nous devons entamer de nouvelles relations entre l'humanité et la nature. Nous devons, de toute urgence, prendre des mesures efficaces, à l'échelle européenne, avec un objectif clair : la neutralité carbone d'ici la fin de cette décennie. Aussi, on doit aller vers une refonte écologique et culturelle de nos modes de production et de consommation. C'est une raison de plus pour changer profondément le comportement des entreprises et des banques et la culture. Le défi écologique renforce et élargit nos combats au lieu de les décentrer. Elles doivent décarbonner leur production et rompre avec la logique d'accumulation et de gâchis matériels et financiers qui est la leur. Changer la production pour de nouveaux produits et services permet de changer les consommations et les modes de vie. Il faut une culture et des critères systématiques d'économie des ressources matérielles et naturelles plutôt que de culpabiliser les personnes.

Social et écologie sont indissociables : car ce sont les femmes et les hommes qui construisent et construiront les solutions écologiques, par leur travail, leur inventivité et leurs exigences. Le « social » n'est pas un simple résultat en aval de l'activité économique, il en est un déterminant fondamental en amont sinon elle échouera. Ceci d'autant plus que la révolution technologique informationnelle donne un caractère décisif aux capacités des femmes et des hommes pour une efficacité productive d'un nouveau type, économique, sociale et écologique. Le « social » n'est pas l'accompagnement forcé et contraint pour « faire passer la pilule » auprès des peuples. Il ne doit pas non plus être le prétexte à subventionner les profits et à conforter les prix élevés sous prétexte de compensation des coûts. Enfin, une anticipation sociale des changements doit être pensée avec les intéressé.e.s, où les capacités humaines et l'emploi sont prioritaires et non le capital.

Nous nous opposons à la fuite en avant vers encore plus de marché et de déresponsabilisation du capital avec le système européen des échanges de quotas d'émission (Ets) qui n'a pas même pour but de diminuer les émissions. De même la taxe carbone est une réponse illusoire. Elle a surtout pour effet d'augmenter les prix des produits, sans que les entreprises concernées ne décarbonnent sensiblement leur production. Elles reportent même une partie du coût de la taxe carbone sur les salariés en baissant leurs salaires ou les dépenses sociales en « contrepartie ».

Troisième défi, le besoin de paix et de codéveloppement. Ces deux besoins sont étroitement liés. Nous nous opposons à la marche vers une « économie de guerre », avec une soumission de l'économie européenne aux options stratégiques agressives de l'Otan et des États-Unis. Il faut certes une industrie militaire mais tournée vers la défense non vers l'offensive extérieure, qui ne soit pas dépendante, pour son équilibre économique, des exportations d'armes et des marchés internationaux.

Nous sommes en faveur d'une réorientation profonde de l'appareil productif, au service de la paix et du co-développement. C'est fondamental pour un monde de paix.

L'UE doit d'autres instaurer relations économiques internationales, notamment avec l'Est et le « Sud global », basées sur la coopération, le partage, le co-développement des biens communs, et de l'emploi. Cela passe par la remise en cause des traités actuels de libre-échange et d'investissement dont le but est le développement du commerce et des investissements internationaux, donc la guerre économique, voire la prédation financière et sur les ressources naturelles. Nous sommes en faveur de traités de maîtrise du commerce international et des investissements, dont le but serait le développement partagé de l'emploi et des biens communs. Le commerce international et l'investissement étranger ne seraient que des moyens subordonnés à ce but, et donc évalués et jugés par rapport à ce but. Cela passe par un autre rôle des multinationales en Europe et dans le monde. Cela passe par un partage des technologies, tout particulièrement des brevets et le refus du brevetage du vivant.

Cela passe enfin par véritable monnaie commune mondiale, alternative au dollar, permettant le financement par création monétaire partagée des services publics, de la protection sociale et du développement de l'emploi dans l'ensemble du monde, ainsi qu'une réforme profonde des institutions financières internationales, tout particulièrement le FMI en changeant sa gouvernance et en étendant sa mission à ce financement, par création monétaire à partir des Dts (Droits de Tirages Spécial) étendus.

Des principes communs pour répondre au triple défi

Répondre à ces trois besoins, appelle une démarche commune : inverser les logiques en partant de l'emploi et de la formation. L'investissement matériel doit venir en accompagnement et en appui de ceux-ci, mais il ne doit plus dominer.

De cette façon on commencerait à changer profondément l'offre, tant dans les entreprises que dans les services publics, et on soutiendrait simultanément la demande, c'est à dire les revenus et le pouvoir d'achat — mais une tout autre demande, tournée vers une autre relation avec la nature et vers les services publics.

Ce double soutien doit être engagé immédiatement, en mobilisant le puissant potentiel d'avances que constitue la création monétaire (7000 milliards d'euros actuellement) au lieu de faire appel aux marchés financiers, donc au capital et à ses critères, comme le fait *Next generation*.

Le remboursement de ces avances se fera grâce à une base de développement et de richesses accrues. C'est le cercle vertueux que nous portons et qui doit être engagé en Europe.

Un indispensable pacte socio-écologique et démocratique

Considérer l'emploi, les droits des travailleurs et les services publics non seulement comme un résultat nécessaire mais comme un levier décisif pour réussir la transformation écologique élargit le concept de « transition juste » défendu par les syndicats (1). On pourrait parler de « transition juste élargie », ou de « transition juste et efficace ».

Nous pourrions porter un pacte socioécologique et démocratique, où le social est à la fois un objectif et un moyen incontournable. Il se démarque ainsi d'autres conceptions. Dans celui-ci les citoyennes organisées et les travailleurs doivent pouvoir exercer un pouvoir d'intervention et de contrôle.

Des moyens financiers reposant sur une sélectivité nouvelle et récusant l'austérité

Agir pour développer l'emploi, les revenus et pour la transformation écologique exige une autre sélectivité de la politique monétaire. Cette sélectivité reposerait sur des critères et conditions précis : sécurisation des revenus et maintien de l'emploi, économie de matières et diminution des pollutions, création efficace de valeur ajoutée. Une taxation de la spéculation financière la compléterait.

Il est temps d'avancer sur deux propositions importantes du Pge :

• un Fonds européen de développement écologique et social solidaire, pour les dépenses des services publics des États, financé par la création monétaire de la Bce à taux zéro voire négatif, comme l'article 123.2 du Traité de Lisbonne le permet, et

- doté d'une gouvernance démocratique ;
- un refinancement sélectif par la Bce des crédits des banques aux entreprises à taux d'autant plus abaissés que les investissements matériels et de recherche financés sont d'autant plus porteurs d'emploi et de réduction des émissions de CO2; à taux d'autant plus élevés que ces investissement diminuent l'emploi, accroissent les émissions de carbone et délocalisent.

Pourquoi pas l'organisation d'une « convention européenne sur « la Bce, les dettes publiques et l'utilisation de l'euro en solidarité pour le social, l'écologie et les besoins des citoyens »? Dans le même temps, au lieu de règles de concurrence, il faut des règles de favoriser la coopération entre entreprises, ou avec les services publics, doivent être promues pour une reconversion environnementale et sociale, par des accords coopératifs non capitalistiques, et visant la répartition équilibrée des productions dans les pays de l'UE. Cela suppose des éléments et le partage des technologies.

Ces différents moyens contribueront à changer les critères de gestion des entreprises, afin que leur priorité ne soit plus la rémunération des actionnaires mais l'efficience sociétale et écologique. Ainsi nous commencerions à libérer la construction européenne de sa soumission aux marchés financiers. Changer les traités prendra du temps mais ce ne doit pas être un préalable aux actions qu'il est possible d'engager tout de suite.

Notes

1. « Une transition juste signifie transformer l'économie d'une manière équitable et inclusive pour garantir le maintien et la création d'emplois de bonne qualité » (IndustriALL, *Manifeste pour une transition juste*)

Frédéric Boccara est économiste. Chercheur associé à Sorbonne Paris-Nord et membre de l'exécutif du Pge et de l'exécutif du Pcf, est co-auteur de Une autre Europe contre l'austérité - Pour le progrès social en coopération, un autre euro (avec Denis Durand, Yves Dimicoli), Editions Le temps des Cerises, 2014.

Les nouvelles lignes de conflit et leur perception sur la base des données de l'Eurobaromètre 97-99

Cornelia Hildebradt

Conditions générales à l'approche des élections européennes de 2023

La situation politique est sur le point de changer fondamentalement par rapport à la situation de 2019 en raison de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Cette guerre est l'expression de contradictions intraimpérialistes et représente une césure historique non seulement par rapport à la Russie, mais plus encore par rapport à l'évolution des rapports de force mondiaux dans la lutte pour les sphères d'influence et les ressources dans les conditions climatiques émergentes conséquences sociales, économiques, politiques et écologiques dans le monde entier. En même temps, l'équilibre politique du pouvoir a évolué en faveur d'une droite politique renforcée et d'une influence croissante des partis d'extrême droite.

Alors qu'il reste à voir si la gauche sera en mesure de former à nouveau un gouvernement de gauche après les élections en Grèce, ou si elle pourra participer à un gouvernement comme en Espagne, l'extrême droite est au pouvoir en Italie. En France, Le Pen est devenu le deuxième parti le plus puissant ; en Finlande, les Vrais Fins font désormais partie du gouvernement ; en Suède, les trois partis de droite se sont mis d'accord sur un nouveau gouvernement et sont soutenus par les Démocrates de Suède. Mais dans d'autres pays de l'UE également,

l'extrême droite reste à un niveau élevé ou se renforce. En Belgique, les partis d'extrême droite (Vlaams Belang, N-VA) sont stables dans les sondages avec un total de 40 %, en Autriche, le Fpö est à 29 %, en Allemagne, l'Afd est à 20 %, en Bulgarie, Rival est à 14 %, aux Pays-Bas, le Pvv est à nouveau à 14 %, en Espagne, le Vox est actuellement à 11 %, proche de Sumar à 12 %, et au Portugal, la Chega est également en avance sur le Bloco à 13 %.

Cependant, les glissements à droite ont également eu lieu au sein des partis populaires, tels que les sociaux-démocrates danois ou même les libéraux comme le Lrem de Macron, par exemple, sur la question de la migration et de l'immigration. Cela s'est manifesté par la décision des ministres de l'intérieur de l'UE d'abolir de facto le droit d'asile au sein de l'UE. Cette décision a également été soutenue par les Verts co-gouvernants en Allemagne. Avec la guerre en Ukraine, la militarisation de l'UE est devenue une deuxième question qui a reçu le soutien de la majorité. Des majorités politiques - y compris les Verts en Allemagne - sont favorables à la militarisation de l'UE pour l'objectif de 2% du Pib pour les dépenses militaires dans le cadre de l'alliance avec l'Otan. Cela signifie pour la gauche en Europe et en particulier au Parlement européen, où elle est le plus petit groupe parlementaire avec 37 députés, qu'elle ne peut guère compter sur le soutien politique des autres familles de partis pour formuler des contre-stratégies sur la question de l'immigration et encore plus sur la question de la paix.

En termes de politique de paix, elle est actuellement politiquement isolée et, compte tenu de la faiblesse des mouvements pacifistes dans la plupart des pays de l'UE et des taux élevés d'approbation des citoyens de l'UE dans presque tous les pays de l'UE à l'égard des mesures prises à l'égard de l'Ukraine (moins de 50 % d'approbation seulement en Bulgarie, à Chypre, en Slovaquie et en Grèce), elle est également socialement en minorité. Toutefois, compte tenu de la durée de cette guerre et de ses conséquences, des phénomènes de crise en cours, ainsi que de la menace persistante de l'inflation, de la crise économique et des conséquences accrues du changement climatique, cette situation peut changer rapidement. Pour ce faire, la gauche doit développer son profil de politique de paix, proposer des alternatives indépendantes en matière de politique de paix et de sécurité et travailler à de nouvelles alliances à tous les niveaux.

La guerre masque médiatiquement les lignes de conflit au sein des pays de l'UE

Il est déjà apparu en 2019 qu'il n'y aura pas de politique au sens d'une «grande coalition» à long terme, mais plutôt, en raison de l'absence de majorités de sociaux-démocrates et de conservateurs, une action avec des majorités changeantes - selon le sujet - comprenant la gauche, les Verts ou, si nécessaire, l'extrêmedroite.

L'agenda est déterminé d'une part par de nouvelles majorités politiques, comme dans le cas de la question migratoire, mais aussi par des facteurs externes, comme le changement climatique ou les pandémies. Entre 2020 et 2023, ces dernières ont notamment ouvert la voie à des mesures qui semblaient auparavant impensables. Il s'agit notamment de la suspension du pacte de stabilité et de croissance, de la mise en place du paquet «nouvelle génération» visant à renforcer

la durabilité et la résilience des pays de l'UE (vert, numérique, un peu plus social), du plan «Fit for 55», l'objectif de l'UE étant de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030. Le pilier social a été élargi avec des plans d'action concrets pour 2021, la décision sur la garantie pour les enfants (un revenu de base minimum pour les enfants), sur les salaires minimums pour 2022 et des programmes pour élaborer des soins de longue durée et l'intégration intergénérationnelle.

Des normes minimales pour les infrastructures sociales sont également discutées, ainsi qu'un revenu minimum. En d'autres termes, il existait une fenêtre d'opportunités entre 2019 et début 2023, sous la pression de la dynamique du Brexit, de la pandémie et du changement climatique, au cours de laquelle les politiques d'austérité néolibérales pouvaient être repoussées via des majorités au Parlement, à la Commission et au Conseil de l'UE - un changement temporaire du cours de la politique européenne venant d'en haut, et non le résultat de puissantes manifestations ou d'interventions de la gauche. Mme Von der Leyen, en tant que présidente de la Commission européenne, s'est concentrée sur la compétitivité mondiale de l'UE dans son discours sur l'état de l'Union du 13 septembre. Les questions sociales n'ont joué aucun rôle dans ce discours.

Pourtant, ces expériences et ces changements doivent être repris et travaillés par la gauche et, plus encore, défendus. Des changements et même des améliorations sociales sont possibles.

La guerre et les différentes crises changent la vision de l'UE, de l'Otan et du changement climatique

Les citoyens européens ressentent l'impact des multiples crises et l'impuissance ou l'incapacité des classes politiques à y répondre. Par conséquent, l'indice d'optimisme (Eurobaromètre) en 2021 était à un niveau négatif similaire à celui de 2008 - l'année de la crise des marchés financiers - à moins 35 points de pourcentage. Ce chiffre était de moins 24 en 2022, ce qui est nettement pire qu'en 2019 (entre -4 et -19). Cette valeur n'est «que» de moins 16 en 2023. Cependant, il ne s'agit pas de la seule valeur, mais des incertitudes successives de la crise, de la politique d'austérité ou de la politique de la Troïka et de ses conséquences sociales, du changement climatique avec les feux de forêts, les inondations, les sécheresses, les records de température, et à partir de 2022 ceux de la guerre et de ses conséquences.

65 % des citoyens de l'UE en 2022 pensent que la guerre en Ukraine va changer leur vie : 90 % en Grèce, plus de 80 % à Chypre, en Lituanie, en Slovaquie, plus de 70 % en République tchèque, en Lettonie, en Estonie, plus de 60 % en France, en Belgique, en Slovénie, en Allemagne, en Hongrie, aux Pays-Bas, au Portugal, en Bulgarie, en Finlande, 60 % en Pologne, plus de 50 % en Autriche, au Luxembourg, en Suède, en Roumanie, au Danemark, en Italie, moins de 50 % à Malte et en Irlande. 69 % des citoyens de l'UE sont tout à fait ou plutôt d'accord avec le fait que la capacité de production d'équipements militaires devrait être renforcée. 84 % souhaitent réduire la dépendance à l'égard de l'énergie russe.

À la lumière des développements mondiaux et de la guerre en Ukraine, l'UE est de plus en plus perçue comme un espace de protection et de sécurité. Plus de 6 Européens sur 10 (62 %) pensent que l'appartenance de leur pays à l'UE est une bonne chose, 72 % pensent que leur pays bénéficie de l'appartenance à l'UE, 22 % ne le pensent pas. Du point de vue des personnes interrogées, l'appartenance de leur pays à l'UE est associée à plus de paix et de sécurité pour 36 % d'entre elles :

- 36% à plus de paix et de sécurité,
- 35 % à la coopération entre les États membres,
- 30% à la croissance économique
- 23% à plus d'emplois/de liberté de circulation,
- 23 % à une plus grande importance dans le

- monde en tant qu'État membre de l'UE et
- 18 % pour l'amélioration du niveau de vie,
- 16 % pour les mesures de lutte contre le changement climatique et
- 15 % au renforcement de la démocratie.

79 % des personnes interrogées soutiennent la coopération européenne pour garantir des infrastructures durables, 77 % sont favorables à une politique de défense commune et 70 % soutiennent également une politique étrangère commune. Plus de 70% des personnes interrogées soutiennent une politique commerciale et monétaire commune - plus de 80 % dans la zone euro. Ces taux élevés d'approbation d'une politique de défense et d'une politique étrangère communes doivent être considérés dans le contexte du risque d'une extension de la guerre en Ukraine. Parmi les problèmes les plus importants, outre l'augmentation du coût de la vie (93 %), le risque de tomber dans la pauvreté et l'exclusion sociale (82 %), figurent le changement climatique et l'extension de la guerre en Ukraine avec 81 % chacun. Autrement dit, le réchauffement climatique et l'extension de la guerre ont le même poids ; la question sociale est directement liée à la guerre en Ukraine et à ses conséquences.

C'est-à-dire que la question sociale est à nouveau dominante, mais contrairement à 2014, elle n'est pas liée à une crise du capitalisme, mais à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, c'est-à-dire à la guerre et aux conséquences de la guerre. En d'autres termes, la nouvelle politique d'austérité peut s'imposer comme un récit du prix de la liberté et, dans le même temps, la guerre est normalisée comme un instrument légitime pour l'application des intérêts occidentaux et la défense des valeurs occidentales.

Pour la gauche, qui est bien consciente que les majorités dans la plupart des pays de l'UE soutiennent les mesures de l'UE pour soutenir l'Ukraine jusqu'aux livraisons d'armes, il est nécessaire d'exposer le caractère de classe de cette guerre et de ses conséquences et de formuler la question d'une paix durable

comme une question sociale existentielle. Les investissements dans les infrastructures publiques, la protection des prestations sociales et des services ne sont pas possibles avec la nouvelle édition des politiques d'austérité, même dans le contexte de l'augmentation massive des budgets militaires à au moins 2% du PIB.

Mais c'est exactement ce que veulent les citoyens de l'UE : l'expansion des services publics. Pour 45 % des citoyens de l'UE, les 10 problèmes les plus importants dans l'UE en juillet 2023 sont l'inflation et le coût de la vie, l'amélioration de leur situation économique (18 %), le changement climatique (16 %), la résolution des problèmes de migration (14 %), les soins de santé (14 %) et le logement, la sécurité des retraites et la protection contre le chômage (10 % et 9 % respectivement). La question sociale est donc à l'ordre du jour et la lutte contre le changement climatique est tout aussi importante ; 85 % sont favorables à des investissements massifs dans les énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne et solaire (50 % sont tout à fait d'accord). Il existe donc une base sociale pour un accord social vert de gauche. Les valeurs les plus élevées, avec plus de 90 % d'accord, se trouvent au Danemark, en Irlande, en Lituanie, au Luxembourg, à Malte, aux Pays-Bas, au Portugal et en Suède. Les valeurs les plus basses (moins de 80 %) se trouvent en Bulgarie, en République tchèque, en Estonie, en Lettonie, en Roumanie et en Slovaguie; 82% sont favorables à l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et des marchandises, et le même nombre est favorable à l'indépendance vis-à-vis du gaz russe dès que possible.

Les questions sociales dominent dans tous les pays de l'UE - avec des différences

Les problèmes fondamentaux de l'évolution

actuelle sont perçus par les citoyens de l'UE dans tous les pays et se reflètent dans le contexte de la guerre en Ukraine, mais ils sont pondérés différemment par les citoyens de l'UE dans leurs pays respectifs. La plupart des citoyens de l'UE - à l'exception de l'Irlande - pensent que la guerre va changer.

Les problèmes suivants sont cités comme étant importants :

- 37% lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (première priorité au Portugal, en Grèce, en Lituanie, en Bulgarie, en Slovaquie, en Belgique et au Luxembourg)
- 34 % de santé publique (première priorité à Chypre, en Espagne, en Irlande, en Slovénie et en Hongrie)
- 31 % de lutte contre le changement climatique (première priorité en Suède, aux Pays-Bas, au Danemark, en France, en Autriche et à Malte)
- 27 % Démocratie et État de droit (première priorité en Finlande et en Allemagne)
- 24% Défense et sécurité (première priorité en Pologne)
- 17% Autonomie de l'industrie et de l'énergie (première priorité en République tchèque)

La situation sociale se dégrade dans tous les pays de l'UE :

- 46% s'en sortent à moitié, 36% ont «quelques problèmes», 9% ont «beaucoup de problèmes».
- À Malte, en Hongrie, à Chypre, en Roumanie, en Italie, au Portugal, en Bulgarie et en Grèce, environ 50 % des personnes interrogées ont des difficultés à payer leurs factures,
- Plus d'un tiers en Slovénie, en Espagne, en Lettonie, en France, en Estonie, en Belgique et en Irlande.
- Plus de 25 % en Allemagne, en Hongrie, en République tchèque, en Pologne, en Slovaquie, en Autriche et en Lituanie.

46 % ont réduit leurs dépenses à la suite de la guerre en Ukraine, en particulier à Chypre (70 %), plus de 60 % en Grèce, à Malte et en France, plus de 50 % au Portugal, en Espagne,

en Belgique et au Royaume-Uni, plus de 40 % en République tchèque, en Irlande, en Croatie, en Estonie, en Hongrie, en Italie, en Slovaquie, en Allemagne et en Lituanie, et plus de 30 % en Roumanie. Seuls 14 % des citoyens de l'UE ne s'attendent pas à devoir réduire leur niveau de vie.

Les attentes de l'UE se sont concentrées sur les mesures d'aide et d'indemnisation, en particulier en cas de pandémie. Ces attentes sont essentiellement liées au rôle des États membres de l'UE au sein de l'UE et à leur influence politique, à leurs ressources économiques et sociales et, avec la guerre en Ukraine, à leur situation géographique.

La coopération entre les pays de l'UE, par exemple, est une priorité absolue pour les citoyens de l'UE en Suède, au Danemark, en Finlande, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie et en Autriche. En Bulgarie, en Croatie, en Hongrie, en Roumanie, en République tchèque et, dans une certaine mesure, en Estonie, ce sont les possibilités d'emploi offertes par la libre circulation des travailleurs. Pour Malte, l'Irlande, la Lituanie, la Slovénie, le Luxembourg, l'Espagne, le Portugal et, dans une certaine mesure, la Pologne, la priorité est la croissance économique, et pour l'Allemagne, la Grèce, Chypre, la Lettonie et la France, c'est la politique de sécurité commune.

Les attitudes à l'égard des politiques de l'UE en fonction du pays, du statut social, de l'éducation et de l'âge

L'opinion sur les politiques de l'UE diffère en fonction de l'âge, de l'éducation et du statut social : plus les personnes interrogées sont jeunes, plus leur niveau d'éducation est élevé, plus elles ont confiance en l'UE. Pour la génération des 18-24 ans, cette confiance atteint presque 60 %, tandis que pour les générations suivantes, elle est inférieure à 50 %. Pour les

générations de plus de 55 ans, elle est la plus faible avec 43 %. Pour les jeunes générations d'aujourd'hui, le traité de Lisbonne et, plus encore, le traité de Maastricht de 1992 font partie de l'histoire ancienne, peut-être une défaite des luttes antérieures auxquelles ils n'ont pas participé, les traités ne sont plus le résultat de luttes mais le point de départ des futures politiques de l'UE. Les écoliers et les étudiants sont beaucoup moins critiques à l'égard des politiques européennes ou des politiques communautarisées au niveau de l'UE. Les taux d'approbation pour la politique étrangère, de sécurité et commerciale, mais aussi pour d'autres domaines politiques tels que la fiscalité ou la politique énergétique, sont largement supérieurs à 80 %; pour la politique climatique, le salaire minimum, la taxation des grandes entreprises, la défense des valeurs européennes et la liberté de circulation, sont supérieurs à 90 %. Toutefois, une valeur se détache clairement : 25 % des étudiants interrogés s'opposent à Frontex. Il s'agit de l'un des taux de désapprobation les plus élevés pour Frontex, après les cadres de la classe moyenne supérieure (26 %).

Presque à l'opposé de ces valeurs, les cotes d'approbation des politiques européennes peuvent être lues principalement par les travailleurs, les femmes au foyer et les chômeurs. Plus d'une personne sur quatre dans ces groupes s'oppose à une politique étrangère et d'immigration commune, et un travailleur sur cinq s'oppose à une politique de défense et d'asile commune – en ce cas, la désapprobation est significativement plus faible chez les femmes au foyer et les chômeurs.

Les travailleurs sont également plus opposés que la moyenne (16 %) aux mesures de lutte contre l'inégalité entre les hommes et les femmes, au changement climatique et aux mesures de coopération en matière d'infrastructures publiques, de réglementation de l'immigration et de politique européenne d'asile. Pour un peu moins de la moitié des travailleurs, la démocratie dans leur pays n'est pas bonne et leur vote dans l'UE ne compte pas. Ce chiffre est encore plus

élevé chez les femmes au foyer et les chômeurs, avec environ 60 %, et chez ceux qui font partie des pauvres de l'UE (ceux qui ont presque toujours des difficultés à payer leurs factures - une catégorie de l'Eurobaromètre), il est de 70 % - soit environ 10 % de moins qu'au niveau national.

Toutefois, les groupes de femmes au foyer et de chômeurs affichent des taux d'approbation élevés, bien supérieurs à 80 ou 90 %, et légèrement inférieurs parmi les travailleurs, les pauvres (qui ne peuvent pas payer leurs factures), la classe ouvrière et notre classe moyenne, en ce qui concerne les mesures de lutte contre l'inégalité entre les sexes, le changement climatique et la taxation des grandes entreprises. Le salaire minimum est approuvé à plus de 90 %. En d'autres termes, la question sociale peut et doit être placée au centre pour être, ensuite, utilisée comme un pont vers les autres questions.

Conclusion et conséquences pour la campagne électorale

Les structures clivantes ont changé au niveau national et européen depuis les élections européennes de 2014 et ont des répercussions sur l'évolution des rapports de force nationaux et européens.

Les élections européennes de 2014 ont été caractérisées par des luttes contre les politiques d'austérité avec leurs conséquences sociales et environnementales, mais sans prioriser la question environnementale. En 2014, les questions prioritaires comprenaient 1. le chômage en tant que problème dominant dans toute l'Europe, 2. l'augmentation du coût de la vie, 3. l'immigration, 4. la santé et la sécurité sociale, 5. la situation économique, 6. les pensions.

En 2019, les questions socio-économiques ne sont plus des questions dominantes : la «crise politique» a conduit à un paysage polycleavages sans question dominante : le chômage, le coût de la vie, la migration, les infrastructures

sanitaires et sociales, la situation économique de la population, du pays et de l'UE, la question des pensions restent plus ou moins également pondérées.

En 2023, la question sociale redevient prédominante, mais elle est couplée à la guerre en Ukraine et à ses conséquences mondiales, notamment sous la forme d'une augmentation du coût de l'énergie et de la vie.

En 2023, 93 % des personnes interrogées considèrent l'augmentation du coût de la vie comme le principal problème ; 82 % craignent un déclin social ou un glissement vers la pauvreté. 81 % craignent l'impact de la guerre et autant l'impact du changement climatique. 74 % voient le risque d'une catastrophe nucléaire. Pour 70 % des personnes interrogées - également liées à la guerre et au changement climatique - la migration est un problème non résolu, voire une menace. Dans le même temps, 72 % des Européens de l'UE craignent la perte de la démocratie et des valeurs européennes - quelle que soit l'acception que l'on donne à ce terme.

L'incertitude qui en découle est rendue visible dans les données de l'Eurobaromètre par l'indice d'optimisme, qui est au même niveau qu'en 2012, bien qu'il ne soit pas clair comment les crises successives depuis 2008 aient été gérées. En ce qui concerne l'évolution de la situation politique, l'extrême droite profite de la situation, tandis que les partis conservateurs et sociauxdémocrates perdent du terrain. La gauche semble stable - si l'on considère les mandats actuellement prévus, environ 44 (actuellement 37). Mais ces prévisions ne tiennent pas compte des incertitudes qui pèsent sur la gauche en Allemagne après les dernières élections, de la menace de scission d'une partie de la gauche et de la création d'un éventuel parti Wagenknecht, ainsi que des nouveaux développements de Svriza.

Selon les enquêtes de l'UE, la gauche radicale pourrait entrer au Parlement européen en 2024 avec jusqu'à 50 membres. Toutefois, cette augmentation est principalement liée au renforcement de la gauche en Irlande (Sinn

Fein), en France (Nupes - actuellement à 10 % dans les sondages, mais Le Pen est à 24 %), en Belgique (Ptb actuellement à 20 % dans les sondages). En Espagne, le maintien d'un gouvernement de centre-gauche avec la gauche radicale menée par les socialistes dépend de la réussite de Sanchez à former une alliance avec les deux partis catalans. Cela complique toutefois la tâche du parti de gauche Sumar, dirigé par Yolanda Dias, pour mettre en œuvre une politique authentiquement de gauche.

Alexis Tsipras a échoué dans sa tentative de former un projet de gouvernement de «gauche progressiste». L'analyse complète de l'évolution de Syriza et de l'échec d'une alliance progressiste pour un gouvernement de centre gauche est l'une des tâches difficiles auxquelles Syriza doit faire face.

Le parti chypriote Akel est en légère perte de vitesse - les autres partis restent plus ou moins inchangés - et ses chances d'entrer au Parlement européen sont limitées en raison du petit nombre de sièges dont dispose le pays. La situation en Allemagne est totalement ouverte.

Deux défis se posent déjà au niveau européen pour leur représentation au Parlement européen : les partis de gauche des pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas représentés au Parlement européen. Deuxièmement, les partis parlementaires forts au sein du futur Parlement européen n'ont qu'un statut d'observateur au sein du Parti de la Gauche Européenne (EL), comme La France Insoumise, ou ne sont pas membres ou observateurs de l'EL, comme Sinn Fein, le Ptb belge et le Parti de la Gauche suédois.

En d'autres termes, la gauche doit de toute urgence renforcer et intensifier ses capacités de coopération au niveau européen entre les partis de gauche en Europe et entre les acteurs européens : parti, Parlement européen, Fondation EL Transform.

Que l'insécurité perpétuelle causée par les guerres et les crises, le commerce politique et médiatique de la peur poussent plus à droite, et que la réponse à l'individualisation et à l'isolement influencés par le néolibéralisme pousse les gens en quête de réponses sécurisantes et porteuses d'espoir dans les griffes des joueurs de flûte patriotiques et nationalistes, favorisant ainsi davantage les tendances autoritaires dans le contenu de l'UE, ou que la recherche de réponses solidaires collectives et la formation de contre-forces réussissent, tout cela dépend, en une large mesure de la gauche. Dans les conflits, elle doit poser la question de classe le long des lignes de conflit concrètes, d'une manière concrète, compréhensible pour la vie quotidienne et pertinente pour l'action, et à cette fin, elle doit combiner stratégiquement ses approches politiques nationales et européennes. Sans valeurs pratiques concrètes pour les peuples d'Europe, il ne peut y avoir de solution nationale ou européenne.

Cornelia Hildebrandt est philosophe et chercheuse principale sur les partis et les mouvements sociaux à la Rosa Luxemburg Stiftung. Avec Marga Ferré, elle est co-présidente de transform! europe.

La "Freedom Fest 2023", qui a une durée de quatre jours, est consacrée aux technologies numériques dans l'État indien du Kerala, gouverné par les communistes

Roland Kulke

Le gouvernement actuel du Kerala est dirigé par le ministre en chef Pinarayi Vijayan du Parti communiste indien (marxiste) (Cpi(M)). Normalement, les gouvernements du Cpi(M) et du parti du Congrès au Kerala se succèdent. Cependant, en 2021, c'est la première fois que le gouvernement du Cpi(M) a été réélu par les électeurs.

Le gouvernement, en collaboration avec de nombreuses Ong, a organisé la «Freedom Fest 2023» à Trivandrum, la capitale du Kerala, du 12 au 15 août 2023.

Lors de l'ouverture, le premier ministre Pinarayi Vijayan a évoqué le contexte et les objectifs du forum :

«À l'ère de la croissance technologique rapide, l'accès à certaines connaissances a tendance à être réservé à certains secteurs de la société. Cela remet en cause la vision même du développement durable. La connaissance devrait être utilisée comme une arme commune pour le progrès de l'humanité, plutôt que comme un outil de profit. Le concept de liberté de la connaissance est bien accepté au Kerala, car les habitants ont tendance à s'imprégner des développements positifs et progressifs du monde entier. Mais nous avons des limites financières et spatiales dans l'acquisition et l'application des technologies modernes. Le Kerala a choisi de travailler avec l'idée du logiciel libre pour surmonter ces limitations». (*The Hindu*, 12 août 2023)

Le Cpi(M) et l'État du Kerala, dans le sud de l'Inde

Avant d'examiner plus en détail le forum, auquel ont participé plus de dix mille personnes (Indian Express, 16 août 2023), évoquons brièvement l'histoire du Cpi(M) et du Kerala. Le Kerala est situé sur la côte sud-ouest de l'Inde et a été marqué par des luttes sociales progressives depuis le 19e siècle. Le féodalisme indien, le système des castes hindou, l'oppression patriarcale et le colonialisme britannique ont conduit à des structures d'exploitation inhumaines dans ce qui est aujourd'hui le Kerala. Les mouvements de réforme sociale ont commencé très tôt à s'opposer aux structures d'exploitation de leur propre société indienne ainsi qu'à celles des colonisateurs britanniques. Cette lutte a atteint son point culminant avec la fondation du Parti communiste indien au Kerala en 1939. Le Parti communiste indien (Cpi) est devenu le deuxième parti communiste au monde (après San Marino en 1945) à remporter une élection gouvernementale lors d'élections libres au Kerala en 1957. C'en était manifestement trop pour le Parti du Congrès, qui a déposé le gouvernement démocratiquement élu et a instauré la «règle du président» au niveau de l'État et au niveau fédéral en 1959. Cela n'a pas empêché le succès du Cpi(M) au Kerala, qui a été le parti au pouvoir régulièrement depuis

lors.

Le succès du Cpi(M) n'est pas tombé du ciel. Cela repose pour une large mesure sur l'imbrication organique du parti avec de larges secteurs de la société civile. Ces liens ont pu être observés lors du forum. Même si le gouvernement et l'administration de l'État ont été des piliers et des stimulants essentiels de la conférence, ce forum n'aurait pas pu être organisé de haut en bas. Au cours des débats et des ateliers, il est apparu clairement à plusieurs reprises à quel point la société civile progressiste du Kerala (mais aussi de l'Inde en général!) est profondément déstabilisée.

L'objet du forum

Lors du forum, nous avons pu entendre des organisations de base des régions du Kerala, des universitaires ou des instituts de recherche, ainsi que des représentants de différentes Ong du secteur des technologies de l'information et de la communication (Tic). Mais les caractéristiques les plus remarquables du forum ont été, d'une part, les centaines d'enseignants, le personnel et les employés du secteur des technologies de l'information qui ont participé activement au forum pour la formation et la discussion. D'autre part, le forum présentait une autre caractéristique remarquable, outre les nombreuses discussions : une foire été organisée pour présenter des applications pratiques des Tic et des produits de l'intelligence artificielle. Les exposants étaient des start-up, mais surtout des institutions gouvernementales et des groupes d'étudiants, qui présentaient au public les résultats de leurs dernières recherches. Ce forum était tout sauf un débat académique aride sur l'avenir du capitalisme numérique. C'est précisément pour cette raison que des milliers d'élèves des clubs informatiques des écoles (`Little Kites It Clubs` - le plus grand réseau Tic d'étudiants en Inde géré par Kite, l'organisme de technologie éducative du Kerala) ont été emmenés en bus chaque jour à la foire pour leur montrer les applications pratiques des Tic et de l'IA - et ainsi aiguiser leur appétit pour en savoir plus.

Cette foire peut peut-être être considérée comme le cœur du forum. Bien qu'il y ait eu des discussions et des présentations fantastiques, l'objectif du discours sur l'avenir des technologies numériques mené par le Cpi(M) est pratique et tourné vers l'avenir. En d'autres termes, la dernière phrase aurait pu être extraite d'un manifeste électoral conservateur. Mais la différence avec le programme du Cpi(M) est manifeste. Alors que les forces conservatrices et néolibérales veulent intégrer leurs propres marchés, et donc leurs propres populations, dans des chaînes de valeur internationales afin d'accroître les profits de quelques entreprises privées, l'objectif du Cpi(M) est complètement différent.

«Partout dans le monde, il y a une demande croissante pour rendre le savoir libre et accessible, au lieu d'en faire une question de propriété. La transformation du Kerala en une société de la connaissance devrait donc se concentrer sur l'accès et l'inclusion tout en adoptant des avancées technologiques pionnières dans le développement de l'État», déclare Thomas Isaac, ancien ministre des finances du Kerala sous le Cpi(M) et président du Comité académique du Freedom fest. Vu le succès de ce programme, nous l'organiserons tous les deux ans, a ajouté M. Isaac.

Le Cpi(M), la société civile et le secteur numérique

Ce n'est pas pour rien que Kite était l'un des principaux organisateurs du forum. Kite est l'acronyme de «Kerala Infrastructure and Technology for Education» (infrastructure et technologie pour l'éducation au Kerala). Le Pdg de Kite, M. Anvar Sadath, n'a pas tiré toutes les ficelles du forum pour rien. Ce n'est pas un hasard si une organisation éducative explicite, qui a également rendu des services exceptionnels en adaptant le système éducatif du Kerala au besoin soudain d'enseignement

à domicile pendant la pandémie de Corona grâce à sa chaîne éducative Kite Victers, la première du genre en Inde, était au centre du forum. Kite est considéré comme le plus grand déploiement mondial de Tic éducatives basées sur des logiciels libres (Foss) dans une région donnée et, en déployant des logiciels libres dans 200 000 ordinateurs portables dans les écoles, il permet d'économiser 3 000 Cr Rs, ce qui équivaut à 400 millions de dollars américains. (*Financial Express*, 14 mai 2019).

Le Cpi(M) a pris une décision stratégique au début des années 1990. Le Kerala ne n'aurait pas dû ni rester un pays à bas salaires, ni chercher sa fortune économique dans des polluants secteurs économiques comme l'industrie chimique. Par conséquent, le Cpi(M) a vu une issue dans les nouvelles technologies numériques. Étant donné que dans ces technologies, presque tous les États partent de la même position dans ce secteur, les anciennes nations industrialisées n'ont pas d'avantage comparatif en termes de coûts. Il est donc plus facile dans ce secteur de rattraper les sociétés industrielles établies que dans d'autres secteurs. Juste à l'extérieur de la capitale du Kerala se trouve le «Technopark», qui emploie 70 000 personnes dans différentes entreprises. Il a été inauguré par le défunt premier ministre du Cpi(M) du Kerala, E. K. Nayanar, en 1990. On peut donc dire que le Technopark est un enfant adoptif de la politique du Cpi(M). L'exemple du Technopark montre également que la société civile progressiste du Kerala s'est fortement développée. Le Technopark a été construit en partie par la deuxième plus grande coopérative du monde (après Mondragon). L'Uralungal Labour Contract Cooperative Society (Ulccs) a été fondée en 1925 par des travailleurs du secteur de la construction routière. À l'époque, il ne s'agissait pas d'un secteur technologiquement avancé, mais d'un travail manuel des plus pénibles. Au fil du temps, cette coopérative s'est étendue à d'autres secteurs d'activité et investit aujourd'hui même dans les Tic au sein du Technopark.

Au Kerala, pas de place pour les Big Tech

Nous pouvons nous faire écho aux propos du ministre en chef. Les efforts du Cpi(M) pour faire du Kerala un centre de technologie numérique ne visent pas à faire du Kerala un maillon des chaînes de valeur de Big Tech. Au contraire, l'objectif de faire du Kerala un centre de technologie numérique est précisément de protéger les citoyens, les travailleurs, les consommateurs et les étudiants du Kerala de l'emprise des monstres numériques de Californie. Depuis 2007, les gouvernements du Cpi(M) ont constamment interdit les applications propriétaires dans les écoles et les structures gouvernementales. Ce n'est pas une coïncidence si le premier ministre du Cpi(M), M. Vijayan, a inauguré la Fête de la liberté en compagnie du vice-président de la Linux-Foundation pour l'Asie et le Pacifique.

Politique industrielle numérique selon le Kerala

Si le développement constant d'offres de logiciels libres est un outil de travail central de la stratégie numérique du Cpi(M), l'épine dorsale de cette stratégie est la valorisation des connaissances locales des travailleurs des agences gouvernementales, des coopératives et des entreprises.

Kite peut être pris comme exemple. Il relie tous les niveaux de l'enseignement scolaire et a été programmé par des employés de l'administration de l'État du Kerala, sur la base d'un logiciel libre. En quoi cela est-il pertinent ?

- 1. D'une part, le résultat signifie concrètement qu'aucune redevance ne doit être versée par le Kerala aux actionnaires des grandes entreprises technologiques.
- 2. Deuxièmement, les logiciels peuvent être rapidement adaptés à des circonstances

- changeantes. C'est notamment grâce à ces connaissances locales que les écoles du Kerala ont pu s'adapter à la pandémie de Corona beaucoup plus rapidement que, par exemple, dans une grande partie de l'Union européenne.
- 3. En outre, et c'est là le «Saint-Graal» de toute politique industrielle nationale, les effets d'apprentissage technologique se produisent au niveau local. Le progrès technologique a beaucoup plus de chances de se produire dans l'usine, dans l'application active, que dans les universités. L'apprentissage technologique reste donc également au niveau local et peut donc stimuler davantage le développement local futur.

«Sans les logiciels libres, nous ne pourrions pas donner à 5 millions d'étudiants du Kerala les moyens d'utiliser la voie numérique, et nous aimerions partager notre expérience et soutenir les établissements d'enseignement du monde entier», a déclaré Anvar Sadath, qui était également l'organisateur du Freedom fest.

Le Cpi(M) a réussi à transformer l'appareil d'État et la société civile du Kerala en un centre d'excellence pour les technologies numériques modernes. Le Kerala a ainsi réalisé ce dont on ne peut que rêver dans un désert numérique comme l'Allemagne, ou dans l'Estonie, enfant-vedette d'affiche du néolibéralisme. Le Kerala est sur la voie d'une appropriation autodéterminée des technologies numériques modernes au service des travailleurs et des citoyens, et non l'inverse.

Roland Kulke est le représentant de transform ! europe à Bruxelles et le facilitateur du Groupe de Travail sur la Transformation Productive.

Les guerres et les menaces de guerre couvent tout autour de nous

Tom Unterrainer

Les guerres et les menaces de guerre sont omniprésentes. La fin de la guerre froide, loin d'apporter une nouvelle ère de paix universelle, a donné lieu à une nouvelle course effrénée à la construction d'armes plus puissantes et plus meurtrières, à une «guerre contre le terrorisme» et maintenant à une «nouvelle guerre froide» qui se développe. Le système international d'organisations, de traités, d'accords et de lois qui - nous dit-on - constitue un «ordre mondial fondé sur des règles» est issu d'un règlement de l'après-Seconde Guerre mondiale qui a favorisé les «vainqueurs» de cette guerre et ancré leurs intérêts et ambitions impériaux et coloniaux. Les décennies écoulées ont montré comment cet «ordre mondial fondé sur des règles» fonctionne réellement. Les «règles» en question, les personnes auxquelles elles s'appliquent et celles auxquelles elles ne s'appliquent pas, varient et se sont développées au fil du temps et au fur et à mesure de l'apparition de nouvelles dynamiques mondiales.

La fin de la guerre froide a présenté des opportunités et des défis. Certains y ont vu la possibilité d'une paix durable, d'approches communes de la sécurité et du développement, d'une nouvelle approche mondiale pour éradiquer la pauvreté, les menaces qui pèsent sur l'environnement et pour annuler les perspectives de guerre. D'autres ont vu un ensemble différent de possibilités : la possibilité d'une hégémonie mondiale, d'une influence incontestée et de l'écrasement de tout rival potentiel.

Dans les années 2000, la doctrine américaine s'est transformée en un programme pour un « New American Century (nouveau siècle américain)», une « Full Spectrum Dominance »

(une domination totale) - une supériorité incontestable dans n'importe quelle compétition, dans n'importe quelle arène. Les anciens traités sont tombés comme des quilles et une nouvelle course aux armements - en partie alimentée par les technologies émergentes - s'est ensuivie.

Nous examinerons deux façons dont les États-Unis et leurs alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), dotée d'armes nucléaires, ont agi pour saper systématiquement les perspectives d'une approche différente de la sécurité. La première, qui concerne le contrôle des armes nucléaires, montre comment le système international qui constitue l' « ordre nucléaire » a été miné par le non-respect pur et simple des règles et par des manœuvres juridiques. Dans le second exemple, nous verrons comment les États-Unis utilisent effectivement l'initiative unilatérale pour subvertir et détruire les systèmes de gouvernance mondiale qu'ils prétendent défendre.

Nous conclurons en envisageant une approche très différente de la sécurité et en suggérant des moyens par lesquels ce qui reste des institutions et des conventions mondiales pourrait donner naissance à une telle approche.

Régimes nucléaires

Le comité préparatoire du traité de nonprolifération nucléaire s'est réuni à Vienne, en Autriche, au début du mois d'août 2023. Dans son discours d'ouverture, Izumi Nakamitsu - Haute représentant des Nations unies pour les affaires de désarmement - a mis en garde contre un régime de maîtrise des armements qui s'effondre et que «rien ne peut remplacer» (1). Lorsqu'une chose «s'effrite», elle se brise en morceaux de plus en plus petits et, au fur et à mesure que le processus se poursuit, elle devient méconnaissable.

Comme nous le savons, les «choses» - qu'il s'agisse d'atomes, de gâteaux ou de traités internationaux - ne se désagrègent pas en morceaux de plus en plus petits par magie. Des forces sont appliquées, des actions délibérées sont entreprises ou non. Si les régimes de maîtrise des armements se sont effectivement «effondrés», c'est que quelqu'un ou quelque chose a délibérément fait en sorte qu'il en soit ainsi. Comment tout cela a-t-il fonctionné ?

Prenons, par exemple, la toute première résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies (2). La partie (c) du «mandat» de cette résolution engage les États membres de l'Onu à œuvrer pour «l'élimination des armes atomiques et de toutes les autres armes majeures adaptables à la destruction massive des armements nationaux». Cette résolution, adoptée à Londres le 24 janvier 1946, n'a jamais été respectée. En effet, lorsque, quelques décennies plus tard, le monde non nucléaire s'est insurgé pour créer un traité des Nations unies visant à «interdire» les armes nucléaires (3), les États dotés d'armes nucléaires - tous membres des Nations unies - ne se sont pas contentés d'ignorer ces efforts, mais ont entrepris une action délibérée et coordonnée pour les saper fondamentalement (4).

Dans un processus que certains ont interprété comme un engagement actif et honnête envers le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tpnw), ses structures et ses réunions, les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan), dotée de l'arme nucléaire, ont délibérément déployé un artefact du droit international - le statut d' « objecteur persistant » - pour tenter de saper le Tpnw. Le groupe de réflexion britannique Chatham House a publié un rapport intitulé Nato and the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (L'Otan et le traité sur l'interdiction des armes nucléaires), qui explique le contexte de ces

tentatives:

«Si un principe général du droit international veut que les traités ne créent pas d'obligations pour les États tiers, il est également admis qu'une règle énoncée dans un traité peut, sous certaines conditions, devenir contraignante pour un État tiers en tant que règle coutumière [...]. Toutefois, il ne s'agit pas d'un processus automatique. Deux concepts distincts sont pertinents à cet égard : le concept des «États spécialement affectés» et celui des «objecteurs persistants»... Comme l'a expliqué la ICJ, l'absence de consentement de la part des États spécialement affectés peut avoir pour effet d'empêcher l'émergence de la pratique générale requise de l'État, empêchant ainsi la règle de voir le jour. Il y a de fortes raisons de penser que les États dotés d'armes nucléaires et ceux qui font partie d'une alliance nucléaire seraient particulièrement affectés par une proposition d'interdiction des armes nucléaires. Même si une règle est effectivement créée, les États qui se sont opposés dans une certaine mesure à son émergence - les « objecteurs persistants » - ne seront pas liés par elle» (5).

Lors de la première réunion des États parties (1Msp) au Tpnw, plusieurs États membres de l'Otan ont saisi l'occasion qui leur était offerte en tant qu'observateurs pour formuler des «objections persistantes» à l'égard du traité. Par exemple, le représentant de la Norvège (membre de l'Otan) a délivré le message suivant :

«La Norvège participe à cette conférence en tant qu'observateur. Il ne s'agit pas d'un pas vers la signature ou la ratification du Tpnw, qui serait incompatible avec nos obligations au sein de l'Otan. La Norvège soutient pleinement le dispositif nucléaire de l'Otan» (6).

La Norvège est donc claire : l'appartenance à l'Otan et l'engagement avoué de l'Otan en faveur des armes nucléaires l'emportent sur un traité de désarmement de l'Onu. La déclaration de l'Allemagne est encore plus claire :

«En tant que membre de l'Otan - et tant que les armes nucléaires existeront, l'Otan restera une alliance nucléaire -, et face à une Russie ouvertement agressive, qui a non seulement

envahi l'Ukraine mais menace l'ordre international fondé sur des règles et la paix en Europe, l'Allemagne ne peut pas adhérer au Tpnw, qui entrerait en conflit avec notre appartenance à l'Otan, y compris la dissuasion nucléaire. En tant que non-membre du Tpnw, nous ne sommes pas liés par ses dispositions et nous n'acceptons pas non plus l'affirmation selon laquelle ses dispositions sont applicables en vertu du droit coutumier - aujourd'hui ou à l'avenir» (7).

C'est un peu comme si le ministère allemand des Affaires étrangères avait fait une recherche sur Internet sur le terme «objecteur persistant» et avait rédigé sa déclaration à la 1Msp de manière à se conformer précisément à la définition.

Il est donc clair que les États membres de l'Otan et ceux qui le deviendront, présents à la 1Msp, ont maintenu une approche délibérée et coordonnée. Aucun de ces États n'est lui-même doté de l'arme nucléaire, mais les Pays-Bas et l'Allemagne accueillent des bombes nucléaires américaines dans le cadre d'accords de «partage nucléaire». Dans sa lettre d'intention d'adhérer à l'Otan, la Suède a abandonné des décennies de neutralité et d'opposition aux armes nucléaires pour reconnaître et accepter explicitement le fait que l'Otan est une alliance nucléaire.

Qu'en est-il des Tpnw ? Comme l'ont montré les événements de Vienne, la majorité du monde s'oppose aux armes nucléaires. La majorité mondiale souhaite l'abolition de ces armes. Il n'est donc pas surprenant que la minorité d'États dotés d'armes nucléaires et les États non nucléaires avec lesquels ils sont alignés n'aient pas l'intention - malgré leurs affirmations répétées - d'y renoncer un jour, du moins pas sans se battre.

Si le Tpnw doit passer du statut de traité volontaire à celui de règle coutumière du droit international, les opposants persistants devront changer leur fusil d'épaule. Cela impliquerait une remise en question coordonnée non seulement de leur possession d'armes nucléaires, mais aussi des fondements et de la dynamique du système mondial qu'ils font de leur mieux pour contrôler. Les défis que cela représente ne

doivent pas être sous-estimés, comme le montre le sort du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (Inf).

Dans leur Nuclear Posture Review (Npr) de 2018, les États-Unis ont pris l' « engagement » suivant de «renforcer la dissuasion en Europe» : «Les États-Unis mettront à disposition leurs forces nucléaires stratégiques et engageront des armes nucléaires déployées à l'avant en Europe pour la défense de l'Otan. Ces forces constituent un lien politique et militaire essentiel entre l'Europe et l'Amérique du Nord et sont la garantie suprême de la sécurité de l'Alliance. Associées aux forces nucléaires stratégiques indépendantes du Royaume-Uni et de la France, ainsi qu'aux accords de partage du fardeau entre les Alliés, les forces de dissuasion nucléaire globales de l'Otan sont essentielles à la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance, aujourd'hui et à l'avenir» (8).

L'essentiel de l'« analyse » de la Nuclear Posture Review est consacré à la mise en évidence des «risques» posés par la Russie en particulier et des «risques» croissants associés à la montée de la Chine en tant que puissance mondiale. L'engagement à maintenir la «disponibilité» des forces nucléaires stratégiques américaines (9) en tant que «garantie suprême de la sécurité de l'Alliance» - au-delà des capacités nucléaires des deux puissances nucléaires déclarées de l'Europe - souligne à quel point les États-Unis dominent l'agenda européen en matière de défense et de sécurité grâce à leur statut de «superpuissance».

Il convient également de noter l'imbrication évidente entre «Europe» et «Otan». Ce n'est un secret pour personne que la majorité des 28 États membres de l'UE sont également membres de l'Otan, à l'exception de l'Autriche et de l'Irlande, qui sont neutres. Depuis 2001, les relations entre l'Otan et l'UE ont été institutionnalisées, mais leur champ d'application ne s'étend pas aux armes nucléaires (10). On peut donc supposer que l'UE n'a pas été consultée de manière substantielle avant que le président Trump n'annonce son retrait du Traité de l'Atlantique Nord, malgré l'importance accordée à la

«protection de l'Europe», comme le souligne la dernière Npr, et malgré dix-sept ans de relations institutionnelles entre l'Otan - dans laquelle les États-Unis sont la principale force - et l'UE.

En fait, le texte de la Nuclear Posture Review, la conduite autoritaire de Trump lors du sommet de l'Otan à Bruxelles en 2018 (11) et son retrait unilatéral du Traité de l'Atlantique Nord sont rendus compréhensibles par la simple reconnaissance du fait que les États-Unis jouissent d'un statut de puissance hégémonique sans égal - le statut de superpuissance unique - depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Sous Trump, avant et après sa présidence, les États-Unis prennent des mesures inconsidérées pour consolider leur position en réponse à l'émergence de centres rivaux de pouvoir mondial. À mesure que la situation mondiale évolue d'un ordre unipolaire à un ordre multipolaire, que les risques de confrontation nucléaire augmentent (12) et en l'absence de volonté politique contraire - gouvernementale ou autre -, les États-Unis continueront probablement à s'affirmer de cette manière. Cela signifie que l'Otan en tant qu'organisation et les États membres de l'Otan continueront d'être soumis à la domination américaine. Dans le contexte d'une Otan considérablement élargie et en expansion, qui a poussé jusqu'aux frontières de la Russie après l'effondrement de l'Union soviétique contre les intentions précédemment déclarées de l'organisation (13), la domination des États-Unis au sein des structures de l'Otan oriente les États européens et leurs forces armées vers une confrontation croissante avec la Russie (14).

Nous avons vu des exemples de l'approche «avocat» et de l'approche «bulldozer» pour saper les traités et accords internationaux qui constituent un «régime nucléaire» aujourd'hui instable. Les deux approches ont des moteurs communs : les impératifs des États-Unis dans leurs efforts pour maintenir un contrôle hégémonique, les réalités de la politique et de l'économie mondiales qui remettent en cause cette hégémonie et les réactions imprudentes des États-Unis.

La guerre de l'Otan en Europe

Entre le 24 mars et le 10 juin 1999, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a déclenché un bombardement aérien sur la République fédérale de Yougoslavie. 38 000 sorties ont été lancées, dont près de 10 500 ont été des frappes aériennes. Les estimations du nombre de tués varient entre 400 et 600. Aucun décès n'a été enregistré parmi les forces de l'Otan. Ce bombardement était incontestablement «illégal» : il contrevenait clairement aux principes fondamentaux de la Charte des Nations unies, qui demande à tous ses membres de s'abstenir : «...de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État» (15).

La Charte appelle également tous les membres à :

«réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations de caractère international susceptibles de mener à une rupture de la paix» (16).

Le Conseil de sécurité des Nations unies n'a en aucun cas été impliqué dans la décision de l'Otan de bombarder la Yougoslavie. En n'impliquant pas l'Onu, les États membres de l'Otan ont en fait violé leur propre Traité qui engage l'organisation à suivre :

«la foi dans le but et les principes de la Charte des Nations Unies» (17).

Comme l'affirme Ken Coates:

«Certes, des tentatives ont été faites et continueront à être faites pour créer une nouvelle règle «coutumière» selon laquelle l'Otan, c'est-à-dire en pratique les États-Unis, a le droit d'intervenir militairement contre des États auxquels elle est hostile» (18).

Les événements de mars à juin 1999 ont effectivement créé un précédent pour les actions futures des États-Unis, notamment la guerre illégale contre l'Irak et l'invasion de ce pays. Ils ont également détruit ce qui restait

de la crédibilité des appels des États-Unis et de l'Otan au «droit international», à l' « ordre fondé sur des règles », etc. Le fait que les États-Unis et leurs alliés continuent à répéter ces arguments prouve que tout recours à ces «lois» et «règles» n'implique pas que les dirigeants des États-Unis et de l'Otan soient traduits en justice.

Qu'implique une telle situation ? Associés à l'approche imprudente des États-Unis à l'égard des traités nucléaires, les exemples de 1999 et 2003 suggèrent que le consensus de l'aprèsguerre froide - et même celui de l'après-guerre mondiale - a volé en éclats. Dans de telles circonstances, nous devons envisager et mettre en œuvre d'autres approches - ainsi que d'autres définitions - de la sécurité, de l'ordre, des règles et des lois. Pour ce faire, nous devrons faire face à certains faits et défis.

Sécurité

Si, comme nous l'avons vu, les États-Unis et leurs alliés recourent à des artifices juridiques pour saper le droit international, suppriment au bulldozer les lois qui ne conviennent plus à leur projet de maintien de l'hégémonie ou posent des bombes pour obtenir de nouvelles «règles coutumières», alors le principe central de leur conception de la sécurité doit être examiné de près et renversé. Quel est ce principe central? Que la sécurité est divisible : que la «sécurité» (domination) des États-Unis et de leurs alliés ne peut être obtenue qu'aux «dépens» des autres. Cette conception fondamentale explique pourquoi une grande partie de l'architecture rêvée dans le monde de l'après-guerre froide n'a pas été construite ou a été - petit à petit sapée et en grande partie détruite.

Au lieu d'une telle approche, nous devrions être clairs sur le fait que la sécurité ne peut être obtenue aux dépens des autres. C'est le cœur de ce que l'Europe a appelé la «sécurité commune» (19) et de ce que la Chine promeut sous le nom d' « Initiative de sécurité globale » (20).

Il ne sera pas possible de construire une nouvelle

infrastructure de sécurité tant que cette idée de base n'aura pas été adoptée et tant que la volonté des États-Unis de maintenir leur domination mondiale n'aura pas été stoppée. Pour ce faire, les partis, organisations et mouvements socialistes doivent commencer à identifier clairement les moteurs de l' « insécurité » - les États, les tendances et les réalités telles que la menace nucléaire aiguë et la réalité de la catastrophe climatique - et intégrer cette identification dans une analyse globale et une stratégie politique. Nous ne devrions pas être surpris par la prochaine action irréfléchie. Nous devons tout mettre en œuvre pour l'arrêter.

Notes

- 1. <u>https://reachingcriticalwill.org/images/documents/Disarmament-fora/npt/prepcom23/statements/31July_HighRep.pdf</u>
- 2. Résolution 1(I), ÉTABLISSEMENT D'UNE COMMISSION CHARGÉE DE TRAITER LES PROBLÈMES POSÉS PAR LA DÉCOUVERTE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, https://documents-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/032/52/PDF/NR003252.pdf?OpenElement
- 3. Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (Traité sur l'interdiction des armes nucléaires), voir https://www.icanw.org/the_treaty pour plus d'informations.
- 4. Persistently Objecting, Tom Unterrainer, END Info 33, août/septembre 2022, https://www.endinfo.net/blog/persistently-objecting
- 5. Nato and the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons, Steven Hill, International Security Programme Research Paper, Chatham House, janvier 2021. Voir https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2021-01/2021-01-29-Nato-Tpnw-hill.pdf
- 6. https://reachingcriticalwill.org/images/documents/Disarmament-fora/nuclear-weapon-ban/1msp/statements/22June Norway.pdf
- 7. https://reachingcriticalwill.org/images/

documents/Disarmament-fora/nuclear-weapon-ban/1msp/statements/22June Germany.pdf

- 8. Nuclear Posture Review, United States Department of Defense (Département de la défense des États-Unis), 2018, p. 36.
- nucléaires Les forces stratégiques comprennent des armes et des systèmes d'armes entraînés sur un territoire éloigné du champ de bataille immédiat, conformément à un plan stratégique systématique. Un exemple effrayant d'un tel plan, l'étude sur les besoins en armes atomiques du Strategic Air Command pour 1959, qui comprend des évaluations détaillées des prévisions de pertes, peut être consulté en ligne sur le site des archives de la sécurité nationale des États-Unis : https://nsarchive2. gwu.edu/nukevault/ebb538-Cold-War-Nuclear-Target -List-Declassified-First-Ever/.
- 10. «Relations with the European Union», 18 juillet 2018, site web de l'Otan. Source : https://www.Nato.int/cps/en/Natohq/topics_49217. html
- 11. Pour un aperçu de ce qui s'est passé, voir https://www.bloomberg.com/graphics/2018-Nato-summit/
- 12. Voir https://thebulletin.org/doomsday-clock/current-time/
- 13. Voir Sarotte, Mary Elise (2014) «A Broken Promise? What the West Really Told Moscow About Nato Expansion», *Foreign Affairs*, septembre/octobre 2014, pour une enquête sur les assurances données quant à l'expansion de

- l'Otan et pour un débat animé sur les contreaffirmations.
- 14. Voir la littérature abondante sur la dynamique de l'expansion de l'Otan et sa relation avec la guerre de la Russie en Ukraine.
- 15. Charte des Nations Unies
- 16. Ibidem
- 17. Traité de l'Atlantique Nord
- 18. « L'Otan et le nouveau désordre mondial », *Empire No More*, Spokesman Books, 2004.
- 19. Voir le dossier sur la sécurité commune dans Our Common Security, The Spokesman 151, édité par Tony Simpson et Tom Unterrainer, Spokesman, 2022.
- 20. Voir «Global Security Initiative», *Eurasia* in the World, The Spokesman 154, 2023; Jenny Clegg, «Proffering Chinese Wisdom» et Tom Unterrainer «China and the Bomb» dans *Oppenheimer in Mind*, The Spokesman 155, 2023.

Tom Unterrainer est directeur de la Bertrand Russell Peace Foundation et co-éditeur de The Spokesman Journal. Il est le président élu de la Campaign for Nuclear Disarmament. Walter Baier, Paolo Ferrero, Hélène Bidard, Luis Fazenda, Vincent Boulet, Maite Mola, Eleonora Forenza, Enrique Carmona, Attila Vajnai, Jean-Pierre Michiels, Olga Athaniti, Vincenzo Colaprice, Bex Kivisto, Frédéric Boccara, Cornelia Hildebrandt, Roland Kulke, Tom Unterrainer.